



# des clubs et des partis

**L**E Comité permanent des Clubs organisateurs des Assises de la Démocratie de Vichy a, le 30 mai 1964, entériné à l'unanimité la présence en son sein des Cercles France-Forum dont plusieurs représentants avaient participé aux travaux de Vichy. L'action des Clubs suscite un vif intérêt et nombreux sont les observateurs qui s'interrogent sur la portée de ce phénomène. Etienne Borne a traité de la question dans *France-Forum* de mai dernier. *La Revue Politique et Parlementaire* a récemment organisé un débat sur ce sujet avec Charles Hernu (Club des Jacobins), Gabriel Bergougnoux (Citoyens 60), Jacques Pomonti (Club Jean-Moulin), Henri Bourbon (France-Forum) et Jean-Claude Vajou.

Nous présentons à nos lecteurs quelques extraits de l'intervention d'Henri Bourbon qui a parlé au nom des « Cercles France-Forum ».

— **HENRI BOURBON.** — Les Clubs ont en commun la volonté d'être des foyers de réanimation de la vie civique et démocratique en éveillant l'intérêt des citoyens pour la chose publique, en contribuant à revivifier les structures démocratiques sans pour autant prétendre se substituer aux partis. Les Clubs occupent désormais une place originale dans la vie politique française. Le Club pourrait, me semble-t-il, se définir par les caractéristiques suivantes :

- Il se propose de donner aux citoyens une information et une formation civiques et politiques non partisans.
- Il développe le goût de la participation à la vie publique et à la gestion des affaires de la cité.
- Il incite à l'engagement dans les diverses formes de l'action politique, sociale, professionnelle.
- Il stimule les partis en les invitant ou les aidant à se moderniser, en leur rappelant les exigences essentielles d'un humanisme politique.
- Il est un lieu de rencontre, de dialogue, d'échanges de points de vue.
- Il constitue des groupes de recherches et d'étude, il fournit des dossiers, il suggère des réformes, il présente en des termes nouveaux des éléments positifs de documentation et de solution qui peuvent être très utiles aux responsables politiques ou syndicaux.
- Le Club est ou devrait être, pour la plupart de ses membres, une structure de passage (et non pas une structure passagère) de la formation et de l'action civique à l'action proprement politique, étant entendu que tous n'effectueront pas ce passage, assurant ainsi la permanence de la structure de pédagogie.

On peut se demander si l'homme de Club est très différent de l'homme de parti, je ne le pense pas, bien que certains militants des Clubs ne se sentiraient sans doute pas à l'aise dans un parti. Ainsi le club offre un moyen d'action à des hommes et à des femmes qui ne sont pas attirés par le parti.

La présence parmi les adhérents des Clubs de militants politiques engagés peut faciliter une meilleure compréhension et collaboration entre Clubs et partis. Reste le problème des Clubs très politisés dont on voit mal ce qui les distingue des partis et dont le sort devrait être de s'intégrer ultérieurement dans les partis.

Il serait intéressant de préciser l'assise sociologique des Clubs : il s'agit, en bref, des nouvelles classes moyennes de la Société industrielle dont les techniciens du secteur public et du secteur privé forment une large part.

Il faudrait veiller à ce que les Clubs, qui ont été amenés dans une certaine mesure, depuis le 13 mai 1958, à suppléer à la carence des partis dans quelques domaines, ne fortifient pas le courant d'opinion hostile aux partis et n'appuient pas en fait l'opération de dévalorisation des partis, en insistant complaisamment sur leurs insuffisances et leurs défauts. Si les Clubs faisaient seulement figure de « donneurs de leçons », ils provoqueraient des réticences et des hostilités qui réduiraient leur rayonnement et leur efficacité.

Il faut tout de même prendre conscience que le parti constitue l'armature de la vie politique, qu'il a une irremplaçable mission de médiation, de synthèse et de globalisation, qu'il est un instrument indispensable de formation et de sélection des dirigeants politiques, qu'il a pour fonction principale la conquête et l'exercice du pouvoir sanctionné par la responsabilité devant l'électeur. Efficacité et responsabilité telles sont les notions qui commandent l'action des partis. Les Clubs justement attachés à susciter et à fortifier le désir de participation ne sauraient ignorer que la participation à l'exercice du pouvoir est la forme la plus engagée de participation.

Il est normal que les Clubs soient très exigeants à l'égard du comportement des hommes politiques et du contenu des programmes des partis, mais il est indispensable qu'ils ne méconnaissent pas la complexité des situations concrètes auxquelles l'homme politique se trouve confronté, qu'ils ne minimisent pas le poids des contingences et des traditions, qu'ils admettent l'opportunité de certains compromis nécessaires afin de rendre possible ce qui est souhaitable.

Les tâches capitales d'éducation démocratique et d'action civique et sociale assurées par les Clubs perdraient leur sens et leur valeur si elles apparaissaient comme un moyen d'exercer un rôle politique tout en échappant aux risques de l'action politique et à la sanction de suffrage universel. Il serait vain de se dissimuler qu'il y a une ambiguïté dans le succès des Clubs, et on a pu se demander si l'importance du phénomène « Clubs » n'était pas révélateur du malaise d'un certain nombre d'hommes qui sont trop politisés pour se contenter d'être des électeurs mais qui sont trop attachés à leurs responsabilités professionnelles et sociales pour tenter d'assurer la fonction d'élu et qui cherchent à orienter l'action politique non sans prendre quelques distances vis-à-vis d'elle. Et alors de mauvais esprits — dont je ne suis pas — pourraient insinuer que le Club offre une solution commode à tous ceux qui sont désireux de se mouiller politiquement sans exagérément se tremper.

Il importe de ne pas confondre l'éducation et l'action civiques avec l'engagement dans la compétition politique. Rien ne serait plus éloigné du civisme que de préparer des objectifs politiques et de ne pas l'annoncer franchement !

# FRANCE FORUM

SOMMAIRE

N° 59 — OCTOBRE 1964 — 2 F

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

68, rue de Rennes - Paris (VI<sup>e</sup>)

C.C.P. Paris 14-788-84 — Tél. : LIT. 68-93

Prix de vente au numéro ..... 2 F

Abonnement : 8 numéros par an ..... 15 F

Abonnement de soutien ..... 20 F

## EDITORIAL

- Pour une certaine conception de la presse,*  
PAR ETIENNE BORNE ET HENRI BOURBON ..... 3

## AU FORUM

- L'Ecole, souci premier,*  
AVEC Mme MOUMANEIX, MM. ANDRÉ DE PERETTI, PIERRE BLETON,  
CHARLES BRUNOLD, HENRI DE MARGERIE, CHARLES VIATTE ..... 4

## DOSSIER

- Réformes de l'Enseignement : idées et projets,*  
PAR MICHEL BLOT ..... 9

## PROSPECTIVE

- D'un grand dessein,*  
PAR ANTOINE SAINT VINCENT ..... 15

## ETUDE

- Peut-on coopérer avec l'Algérie ?,*  
PAR GEORGES LE BRUN-KERIS ..... 17

## COLLOQUE

- Le Colloque Charles Péguy,*  
PAR JEAN ONIMUS ..... 20

## QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

- Les sondages, miroir ou mirage de la conscience politique ?*  
PAR PIERRE AVRIL ..... 25

## PROBLEMES

- Interrogations sur le socialisme,*  
PAR ANDRÉ LEBRETON ..... 28

## POLEMIQUES ET DIALOGUES

2

## PROPOS DU TEMPS

- Mystique et Politique,*  
PAR ETIENNE BORNE ..... 34

## NOTE DE LECTURE

- De la politique pure, de Bertrand de Jouvenel,*  
PAR FRANÇOIS FONTAINE ..... 32

- FRANCE-FORUM, les Clubs et les Partis* ..... 1



UN RENDEZ-VOUS. LA RESISTANCE

NOTRE dernier numéro, qui évoquait le souvenir de la Résistance autour de la figure de Gilbert Dru (non solum in memoriam, sed in intentionem, aurait dit Péguy), nous l'avions bâti comme par devoir, et avec le sentiment de jeter une pierre à la mer : pierre modeste et océan d'indifférence, d'où peu de remous prévisibles : la Résistance, cela fait anachronique et « ancien combattant » ; l'histoire galope et les morts vont vite, les garçons et les filles qui aujourd'hui découvrent le monde dans l'appétit de la vingtième année ne connaissant les années 40 ou 44 que par des récits et des images, dont ils ont tendance à se vouloir parfaitement détachés ; le rendez-vous c'andestin du maquisard, dont nous avons fait notre page liminaire, il rejoint dans l'imagination nationale le légendaire du ballon de Gambotta ou des taxis de la Marne. Les commémorations et les discours officieux qui ont célébré le vingtième anniversaire de la Libération ont cédé à la facilité de cette pente ; les liesses populaires ont été gâtées de frivolité vulgaire, et le général de Gaulle lui-même a pris pour commenter cet horizon lointain le ton de la chaire magistrale, philosophique, olympienne pour laquelle les événements et les hommes ne servent qu'à illustrer les grandes lois de l'histoire, généralités dont on sait que cet ami du destin est le familier. Nous préférons ici un autre style. Nous étions décidément à contretemps.

Notre pessimisme pourtant avait tort. Et notre numéro, salué avec une amicale chaleur dans Le Monde et La Croix, a suscité maintes sympathies, non seulement chez les anciens, qui restent fidèles, mais aussi dans de nouvelles générations, qui répugnent souvent à chercher une inspiration dans le passé, et les ferveurs qui se sont ainsi manifestés n'étaient pas toutes nostalgiques. Certes une entreprise comme la nôtre ne peut jamais faire une complète unanimité ; des amis du général de Gaulle, des amis de Georges Bidault, et quel abîme s'est creusé entre les uns et les autres, ont pu s'étonner de la discrétion avec laquelle nous avons parlé de ces personnages historiques. C'est que nous n'avons jamais entendu proposer, même en raccourci, une histoire de la Résistance ; mettre au centre de notre évocation ce résistant exemplaire qui fut Gilbert Dru, laisser tout le reste, anonyme ou glorieux selon le siècle dans la pénombre, ce choix avait un sens, dont on souhaite qu'il soit compris par ceux qui aux moments les plus inspirés de leur existence mettaient les valeurs de la Résistance au-dessus des fortunes ou des infortunes possibles de leurs carrières publiques. Quelque jugement que l'on doive en conscience porter sur la politique ultérieure de Charles de Gaulle ou de Georges Bidault, il reste que la mystique qu'ils servaient alors ensemble et avec d'autres est une vérité éternelle dont il importait de faire mémoire en ces temps de positivisme et de technocratie. Il y a de la braise dans la cendre que l'on croit morte ; à y toucher, on se brûle les doigts.

UNE ETOILE, FUTUR SOLEIL

La France n'est plus une orpheline en sursis, puisque le prince a désormais un dauphin, quasi désigné et déclaré. Cette sécurité ne laisse pas de place au doute, puisque le nouvel Express, si moderne, si moderniste, et aussi officieusement intelligent qu'une machine électronique nous a, après d'autres, révélé le nom de l'élu : M. Georges Pompidou est l'Hadrien qui grandit dans l'ombre de Trajan et qui s'exerce déjà, et non sans bonheur, à imiter d'assez près le comportement public, qu'on disait pourtant inimitable, du chef suprême. Cette étoile se prend et veut être prise pour le soleil de demain.

François Mauriac, qui réserve les métaphores sublimes à la louange du prince, use pour M. Pompidou d'images plus familières, et il lui est arrivé de comparer le Premier Ministre à un gros chat, souple, élégant, d'humeur paisible, mais capable aussi de sursauts imprévus. Et en effet il arrive à M. Pompidou, qui ronronne si bien, de quelquefois griffer. On s'en est aperçu à Dinard, lors des dernières assises de l'U.N.R. M. Pompidou en effet ne dialogue pas avec l'opposition, il entend la perte d'honneur et de réputation, et lui interdire d'avance, pour cause d'indignité, toute espérance d'accéder au pouvoir. « L'opposition », a-t-il dit, pour ne relever que le plus aigu de sa poétique, « c'est Dien-Bien-Phu ». Ainsi les Césars de Rome traitaient l'opposition sénatoriale, débris nostalgiques d'une République morte dont toute la vertu était désormais absorbée par l'Empire. Langage de prince.

Il est étonnant que M. Pompidou qui n'est pas sans finesse se laisse aller à un manichéisme aussi vulgaire que sommaire. Peut-être le Premier Ministre, dont on dit qu'il est un sceptique et dont on voit qu'il est un pragmatique, ne fait-il pas fi de considérations tactiques : si l'opinion publique se laisse persuader que l'opposition a partie liée avec le mal et le malheur, les avenir conjugués du régime et de M. Pompidou se trouvant assurés. Mais cette polémique exclusive de tout dialogue pourrait n'être pas sans pensée politique. M. Pompidou se refuse à reconnaître face à l'U.N.R. la possibilité d'une opposition entrant démocratiquement en émulation et en concurrence avec le parti au pouvoir. Non, en dehors de l'U.N.R., il ne saurait y avoir pour M. Pompidou que la subversion, le ressentiment ou la nostalgie. Dans la République de son cœur et de son avenir, seul le parti gouvernemental a vocation de gouverner ; l'idée d'une alternative et d'une alternance devient alors l'hérésie majeure. On ne saurait plus d'ailleurs récuser la démocratie traditionnelle... M. Pompidou s'ingénierait-il à donner raison à ceux qui voient dans le gaullisme une forme renouvelée et éclairée du bonapartisme ? Un bonapartisme qui a résolu le problème de la permanence du Principat par l'adoption du successeur. Comme à l'âge d'or de l'Empire romain.

EQUIVOQUES DE LA LATINITE

On ne marchandera pas l'admiration à la prouesse spectaculaire qu'accomplit en Amérique du Sud le général de Gaulle. L'artiste est égal à lui-même. Mais l'esthétique ici est au service d'une politique qui n'est pas sans aspects positifs. Impossible de récuser honnêtement cet humanisme ennemi des hégémonies et des idéologies dont se réclame, capitale après capitale, le président de la République Française, et qui est la véritable chance de la paix. Moins heureuses, et assez vite abandonnées en cours de route, furent les références à la latinité. Rhétorique sentimentale qui rappelle un lien de culture entre l'Amérique du Sud et l'Europe méditerranéenne et qui est moins innocente qu'il ne semble puisqu'elle rejette le monde anglo-saxon dans les ténèbres extérieures à la lumière latine. Il reste que la latinité n'est pas sans équivoque puisque Rome fut aussi bien le libre débat du forum, la souveraineté de la loi, le prestige du magistrat que l'absolutisme des Césars et le militarisme des légions ; la mémoire de la latinité n'est pas très opportune à un moment où le catholicisme fait par-delà les cadres latins un effort œcuménique vers l'universel. La latinité n'a de valeur que si elle est intégrée et dépassée dans une plus vaste culture. Sinon elle ne réveille plus que la mémoire des formes archaïques d'hégémonie et d'idéologie.

*Pour une certaine conception de la presse*

## **A NOS ABONNÉS, A NOS LECTEURS**

**A** PARTIR du 1<sup>er</sup> décembre prochain, nous sommes dans l'obligation d'augmenter le tarif de nos abonnements qui passera :

- de 15 à 20 F pour l'abonnement ordinaire ;
- de 20 à 25 F minimum pour l'abonnement de soutien ;
- de 5 à 10 F pour l'abonnement jeunes.

Nos amis comprendront que cette décision dont nous avons reculé l'échéance jusqu'à la limite extrême du possible est, malgré une encourageante progression du nombre des abonnés, rendue nécessaire à la fois par l'étroitesse de nos ressources et le souci de sauvegarder nos chances de liberté.

A un moment où les feuilles publiques sont prises par un vertige de commercialisation croissante, nous avons à défendre une certaine conception de la presse d'idées et de formation que nous ne voulons pas affadir. Mais nous ne pouvons rester nous-mêmes qu'en demandant à nos amis un effort supplémentaire.

Notre ambition va à contre courant des facilités à la mode et entend rester fidèle à une tradition d'exigence et de respect du lecteur considéré comme un homme libre et responsable auquel on propose honnêtement les éléments d'une problématique sans lui imposer une solution préétablie. Non pas que nous cédions à la mythologie, passablement achalandée, de l'information dite objective qui ne paraît dispenser de décider que parce qu'elle implique des conclusions camouflées. Mais il s'agit à chaque fois de dégager les interrogations authentiques et les vrais problèmes que dissimulent trop souvent l'effervescence de fausses querelles et le dogmatisme idéologique.

Cet idéal nous demandons à nos amis les moyens de le maintenir.

Si nous avons obtenu dans une sorte de Forum ou de Colloque continuels le concours de tant de collaborateurs venus d'horizons politiques et philosophiques différents, c'est que la fermeté

dans le service de nos valeurs fondamentales non seulement n'exclue pas, mais requiert la plus large ouverture.

De la réponse qui sera faite à notre appel dépend l'avenir de « France-Forum ». Nous nous efforcerons d'améliorer la tenue et, grâce à l'appui de chacun et de tous, d'accroître encore le rayonnement de la revue.

Nous avons conscience d'un certain nombre de lacunes dues à la pénurie de nos ressources ; nous voudrions pouvoir commenter davantage certains aspects de la vie littéraire et artistique ; quelques pages supplémentaires nous seraient nécessaires et nous ne désespérons pas d'en disposer un jour peut-être à intervalles réguliers.

La loi du genre nous oblige à nous répéter pour ne pas nous contredire et à reprendre les termes d'un propos qui n'est pas si lointain : « Il nous semble aujourd'hui que « France-Forum » est devenu ce qu'il voulait être, c'est-à-dire un instrument de dialogue et de recherche, un carrefour de réflexion, un centre de formation et d'information démocratiques. « France-Forum » est tout simplement une entreprise démocratique au service de l'idée démocratique qui est pour nous une vérité politique majeure.

A tous ceux qui comprennent et soutiennent notre effort, à tous ceux qui nous lisent, nous demandons de prêter un peu d'attention à cet impératif de toute action : la vie est dans le mouvement, il nous faut donc ou croître ou décliner.

Que tous nos amis prennent conscience de leurs responsabilités vis-à-vis de l'œuvre commune. Alors l'entreprise sans cesser d'être aventureuse et en quelque manière vulnérable, pourra s'établir dans une durée moins fragile et moins précaire ». Il y va de « France-Forum » mais aussi, nos amis l'auront compris, d'une certaine idée de la presse.

*Etienne Borne - Henri Bourbon.*

# l'école, souci premier

*Le cercle France-Forum de Versailles a consacré une de ses réunions à discuter de la situation de l'enseignement en France.*

*Le débat a permis d'aboutir à une formulation des problèmes qui n'est pas sans mérite puisque dans la confusion actuelle une prise de conscience claire de ce qui est en question est le premier temps nécessaire d'une réflexion sérieuse. Il est évidemment impossible de présenter le compte rendu intégral de ce Forum auquel ont participé, sous la présidence de M. André de Peretti, psycho-sociologue, Mme Moumaneix, professeur de lycée technique, MM. Pierre Bleton, chef d'entreprise, Charles Brunold, professeur de classes préparatoires aux Grandes Ecoles, Henri de Margerie, président d'une association de parents d'élèves de Versailles, Charles Viatte, professeur de lycée, agrégé de l'Université, et qui s'est prolongé par un large échange de vues avec l'assistance. Nous ramenons donc chaque intervention à l'essentiel des interrogations proposées.*

**P. Bleton.** — S'il n'est guère question d'adapter notre époque à l'enseignement il ne reste plus qu'une chose à faire, c'est d'adapter l'enseignement à notre époque. La formule fait naître trois préoccupations.

Première préoccupation : voulons-nous un enseignement pour une élite ou pour la masse de tous les enfants ? Il apparaît qu'entre 1936 et aujourd'hui ou c'est demain, les générations ont doublé et la durée moyenne de scolarité a presque doublé, soit un quadruplement total de la masse à enseigner. Comme la bourgeoisie traditionnelle qui alimentait la majeure partie du secondaire et du supérieur n'est pas beaucoup plus nombreuse, la plus grande partie du supplément scolarisé vient de classes sociales nouvelles ou en voie de développement, et pour une fraction, hélas encore trop faible, des classes les plus modestes, si bien que le supplément scolarisé de demain sera fourni massivement par ce que j'appellerai la fraction privilégiée de ces classes populaires, ouvriers qualifiés, employés du secteur tertiaire, et évidemment aussi par les milieux ruraux jusqu'à présent très en retard. Deux raisons à cette évolution : l'éducation est un besoin que les familles cherchent progressivement à satisfaire au même titre que la voiture, le logement, les loisirs. A ces raisons familiales qui sont les premières et les plus fortes s'ajoutent des raisons technico-économiques, c'est-à-dire le besoin qu'a notre société industrielle d'hommes ayant des connaissances trop vastes pour être seulement acquises par l'expérience, d'où l'utilité d'une formation scientifique et technique acquise au départ. Evolution visible et irréversible. A ceux qui redoutent un nivellement par le bas avec une éducation de masse, je réponds que je ne crois pas à cette paupérisation intellectuelle et morale de nos élites présentes et futures dont je suis persuadé qu'elles seront au moins égales en valeur et largement supérieures en

nombre aux élites d'autrefois. J'espère même que ces élites pousseront plus loin collectivement leur intelligence et leur sagesse, espoir teilhardien si vous me permettez ce raccourci...

Deuxième préoccupation : enseignement utile ou enseignement utilitaire, deux notions qu'il importe de bien distinguer. L'enseignement sera de moins en moins utilitaire, je veux dire utilisable directement dans le métier ou dans la profession. Peu de techniciens font durablement le métier d'ingénieur. J'ai connu des dessinateurs industriels qui sont devenus des directeurs de vente, des chefs de fabrication, des patrons d'entreprises, j'ai connu des ouvriers qui sont devenus des électroniciens, des banquiers qui sont devenus des industriels, des industriels qui sont devenus des banquiers. Dans le domaine étroit d'une technique, pas simplement celle à laquelle on pense tout de suite, comme l'électricité, la chimie ou l'atomistique, mais aussi bien le droit ou le commerce international, tout change plusieurs fois au cours de la vie professionnelle d'un homme. Par conséquent l'enseignement ne doit pas être utilitaire. Ce que l'enseignement doit se contenter de faire c'est de nous apprendre à apprendre.

Et ceci amène la troisième préoccupation : spécialisation ou culture humaine ? La gratuité d'une technique ou d'une connaissance c'est-à-dire son absence d'utilité immédiate, cela ne suffit pas à faire une culture, et à l'inverse, l'utilité d'une technique ne l'empêche pas de contribuer à une culture (il arrive que la paléontologie mène à Dieu et au socialisme). En réalité ce n'est pas la spécialisation qui va contre la culture, mais une certaine pédagogie qui fait fond trop longtemps et trop exclusivement sur la seule mémoire. S'il faut utiliser la faculté de mémoire des jeunes pour les doter de connaissances qui leur serviront plus tard, y compris comme base de culture, il faut surtout ne pas manquer le tournant lorsque l'esprit de l'enfant

De haut en bas et de gauche à droite :

A. de PERETTI, C. VIATTE, Mme MOUMANEIX,  
P. BLETON, C. BRUNOLD, H. de MARGERIE.

s'éveille au raisonnement et le former alors, dans cette voie, plutôt que de continuer à le gorger de termes hermétiques dont il ne se servira jamais ni dans sa vie familiale ni dans sa vie professionnelle.

En bref, l'addition de ces critères « utilité et humanisme » me paraît caractériser ce qui doit, ce qui devrait être le progrès du XX<sup>e</sup> siècle. Il faut donc les concilier dans l'enseignement.

**C. Brunold.** — M. Bleton a bien décrit une situation de fait : le besoin d'élites est incontestable de sorte que nous, professeurs, nous sommes dans l'obligation d'essayer de discerner et de dégager une élite. Mais alors qu'une certaine opinion ne s'étonne pas si on est amené à mettre en œuvre des périodes d'observation et à imaginer des systèmes d'orientation avec des filières diverses. Il est certain qu'il y a des esprits abstraits et des esprits concrets et des esprits intermédiaires. Voilà des données dont on sera, dans l'enseignement, obligé de tenir compte. D'où la nécessité des enseignements parallèles ou diversifiés. Dans les classes préparatoires aux grandes écoles que je connais d'expérience, on se trouve dans l'obligation à un second niveau, de distinguer encore sinon des élites, c'est beaucoup dire, mais des différences de tempéraments. Il y a des esprits qui sont doués pour l'abstraction, et il ne faut pas médire de l'abstraction car même et surtout la plus poussée est aussi une culture et une formation. La place croissante faite depuis une vingtaine d'années aux mathématiques nouvelles dans notre enseignement est donc entièrement justifiable. Ainsi le bourbakisme essaie d'introduire des éléments de simplification ; s'il abstrait davantage, en même temps il ordonne et il facilite par le fait même la compréhension.

Mais il reste qu'il y a des jeunes gens qui n'ont

pas ce goût très prononcé pour des abstractions constamment développées ; aussi y a-t-il divers types de classes préparatoires. Une telle spécialisation existe et existera. Le développement de l'enseignement parmi les masses et la nécessité de dégager une élite par la spécialisation ne sont pas incompatibles

Par ailleurs, je crains que les garçons et les filles de nos écoles et lycées aient du mal à bien comprendre la distinction entre enseignement utile et enseignement utilitaire, la loi étant toujours celle de l'intérêt. S'intéresser à ce qui distrait et à ce qui charme est une forme distinguée probablement, mais c'est une forme tout de même d'utilitarisme. Les pôles d'intérêt restent multiples et, dans les classes préparatoires, on laisse aux élèves dans une très large mesure, peut-être plus grande qu'on ne l'imagine dans le public, la possibilité de trouver un rythme personnel, de satisfaire l'élan qu'ils ont spontanément vers des activités différentes de leurs disciplines et le désir d'épanouissement culturel qu'ils éprouvent.

Nous formons dans une assez large mesure des spécialistes mais nous ne cessons de leur dire qu'à partir de cette spécialisation comme d'un point d'appui, ils doivent aborder les autres activités.

Ce que l'on cherche au fond, en ce moment, d'obtenir avec les garçons et les filles est qu'ils soient adaptables à l'avenir pour les situations futures, pour les comportements futurs. Et ce n'est pas excès d'optimisme de penser que nous y parvenons.

**Mme Moumaneix.** — Je crains qu'à ne parler que de la formation des élites on manque le vrai problème ; ma position personnelle est de penser que l'élite se dégage d'elle-même. Le problème de

l'enseignement est de réussir à être accessible à la majorité des enfants, car tous les enfants ont le droit d'être scolarisés. Tous les hommes naissent égaux en droits, alors tous les enfants devraient avoir les mêmes chances devant la culture de l'avenir. Les milieux paysans, par exemple, sont très défavorisés parce qu'ils n'ont pas à leur portée les centres scolaires nécessaires, quant aux enfants des ouvriers ils n'ont pas le milieu familial qui les prédisposerait à tirer parti de l'enseignement tel qu'il est distribué aujourd'hui. En effet je crois que cet enseignement est conçu surtout en fonction d'un certain milieu familial qui peut suppléer aux déficiences naturelles à l'enfance. Le problème de l'avenir est celui de la scolarisation de la masse. Se contenter de 45 % d'élèves qui aboutissent à un certain niveau, c'est avouer la faillite de 55 %.

L'orientation ne suffira pas ; il faudra construire ces voies de bifurcation pour que tous, non seulement puissent gagner leur vie, mais avoir une vie heureuse, une vie pleine, une vie remplie. Spécialisation bien sûr, mais il ne faut pas que l'enseignement soit spécialisé dans la fabrication des déchets !

**A. de Peretti.** — Le problème est, en effet, de savoir comment, par quelle méthode donner un enseignement de qualité à la masse. Cet ensemble de moyens pédagogiques destinés à assurer des orientations successives ne doit pas être mis en œuvre aux dépens des futurs développements de l'enfant. Cela nous pose aussi ces problèmes d'échelle extrêmement importants. Il y a eu pendant cinquante ou cent ans en France, à peine plus de cent établissements. Actuellement nous les comptons par milliers.

Le changement d'échelle n'est pas simplement de un à quatre comme on l'a dit, mais il va beaucoup plus loin. Quand on compare les quelques dizaines de milliers d'étudiants d'avant-guerre aux plus de trois cent mille d'aujourd'hui et aux sept cent mille que les statistiques nous annoncent, nous entrons dans le problème des moyens et dans cette perspective c'est le problème des hommes qui va être déterminant. Avons-nous suffisamment de professeurs pour assurer un enseignement de qualité qui puisse s'étendre aux masses et non seulement à une élite ? Outre le nombre de professeurs il y a aussi d'autres aspects qui sont en cause : méthodes, utilisation de techniques modernes (moyens audiovisuels, télé-enseignement) coordination entre les enseignements.

Et surtout la vraie question est-elle de disposer un jeu d'obstacles permettant de sélectionner par une sorte de processus statistique un petit nombre d'individus, de privilégiés ou est-elle de permettre à chaque individu, qu'il appartienne ou non potentiellement à une élite de s'accomplir de la meilleure façon possible pour lui ?

**C. Viatte.** — Il y a une question qui n'a pas été soulevée et qui est essentielle. C'est ce que j'appellerai le personnel scientifique éminent, disons comme tout le monde, les savants. Il ne faut pas se faire d'illusions, tout enseignement qui dans une nation n'arriverait pas à distinguer (et ils ne se distingueront pas tout seuls) ceux qui sont les chercheurs ou plus exactement les super-producteurs scientifiques, aura en partie sinon en totalité manqué son but. Un pays est grand d'abord par la qualité et la quantité de sa production scientifique. Or la France a perçu en ce domaine la prééminence que personne ne lui contestait jusqu'en 1914. Elle est certainement maintenant au moins au vingtième rang, c'est-à-dire qu'elle est dépassée par des pays comme le Japon, la Chine, l'Inde, l'Allemagne et même la Suisse.

Mais plus encore que celui si important des constructions et de l'équipement scolaire et universitaire, le problème capital de l'enseignement en France est celui des maîtres sous les deux aspects de la quantité et de la qualité.

Je crois utile de rappeler ici une intervention (1) de M. Capelle, qui est Directeur au ministère de l'Éducation Nationale, au Congrès de la Fédération Nationale des Parents d'élèves de l'enseignement public, qui nous précise les besoins, au point de vue numérique, en personnel enseignant. Je lis : « Il y a vingt ans, on recrutait chaque année, 5.000 instituteurs et 500 professeurs du second degré, second degré pris au sens le plus large ; aujourd'hui c'est 10.000 instituteurs et 10.000 professeurs du second degré qu'il faut trouver chaque année. » J'ajoute que ces 10.000 professeurs on ne les trouvera pas. Les professeurs de l'enseignement du second degré étant recrutés au niveau de la licence et le nombre des licenciés formés par les facultés des Sciences et des Lettres étant de 6.500 actuellement, si tous les licenciés entraient dans l'enseignement du second degré, les besoins seraient satisfaits à 65 %, c'est-à-dire un peu moins des deux tiers. Hypothèse optimiste, car tous les licenciés ne se destinent pas à l'enseignement. Il arrive en effet couramment que les entreprises privées retiennent les licenciés surtout des Facultés de Sciences avant qu'ils aient terminé leurs études. Les entreprises leur offrent 1.300 ou 1.400 ou 1.500 F par mois de traitement ce début alors que l'Université offre 800.

En outre les conditions dans lesquelles nous sommes forcés de travailler, nous professeurs, sont bien caractéristiques d'une situation de détresse. Professeurs agrégés et certifiés, dans la discipline que j'enseigne, représentent 40 % du corps enseignant et encore on ne tient pas compte que chacun d'entre eux assure un nombre d'heures supplémentaires

(1) Le Monde, 3-4 mai 1964.

qui peut aller jusqu'à 120 %, j'en ai fait l'expérience moi-même. J'ai pris l'exemple le plus défavorable, mais la situation est, dans toutes les disciplines, préoccupante. D'autant plus qu'elle ne peut qu'aller s'aggravant, le déficit en enseignants de chaque année s'ajoutant au déficit de l'année précédente. Les effectifs actuels sont souvent de 45 élèves dans les classes terminales, et il faut des épaules larges pour les assumer chacun et tous ! Peut-on imaginer que l'on gonfle nos effectifs jusqu'à 50 ou 60 élèves ? Hérésie pédagogique, proche de la folie !

Il n'y a pas de solution-miracle. Ce qu'il faut c'est préparer un redressement à longue échéance et en attendant modestement limiter les dégâts. La seule solution d'avenir qui va au-delà des techniques et des structures c'est de susciter des vocations enseignantes. En père de famille parlant à des pères et des mères de famille, je leur demande de prendre conscience de leurs responsabilités à cet égard. Si les familles ne comprennent pas, tout est perdu ! Bien sûr la tâche est ingrate. En six ans, au lycée de Saint-Cloud, j'ai eu certaines années jusqu'à 250 élèves en charge et je n'avais pas réussi jusqu'à présent à obtenir de réponses à mes appels, mais cette année quatre de mes anciens élèves sont venus se renseigner de façon concrète sur les possibilités de la carrière universitaire.

Le mal à conjurer pour redresser la situation à long terme est la désaffection vis-à-vis de la fonction enseignante. Parmi les causes de cette désaffection il en est une sur laquelle il faut mettre l'accent : nous, enseignants, nous ne devons pas continuer à nous présenter comme les « parias de la terre », nous ne sommes pas des citoyens de seconde zone ; nous devons dire clairement ce que nous sommes, nous sommes en fait les responsables de l'avenir du pays. Qu'on le sache, et que nous nous présentions comme tels !

Le problème est à la fois moral et matériel. Moral : liquidation d'un complexe d'infériorité dont nous sommes les victimes et parfois les complices. Matériel : revalorisation des traitements afin que cesse l'intolérable disparité qui fait qu'à qualité culturelle égale la différence entre les salaires publics et privés va du simple au double.

Au total ce qui doit changer c'est l'attitude de la France à l'égard de l'Université et plus précisément à l'égard du métier d'enseignant. On ne s'improvise pas professeur et la question fondamentale est celle de la formation pédagogique des maîtres. La France sur ce point est en retard dans l'ordre de la recherche (chaires de pédagogie trop rares dans les Facultés) ; et dans l'ordre de la pratique trop de nos collègues n'ont pas eu la possibilité d'effectuer les stages appropriés et de bénéficier

*L'école de la joie*

d'une préparation organisée à leur vie professionnelle. En matière pédagogique le progrès par l'utilisation des techniques modernes ne signifie pas forcément qu'on remplacera le professeur par je ne sais quelle machine à enseigner !

En conclusion, je dirai qu'une société est équilibrée lorsque les hommes, intellectuellement les meilleurs, s'attachent à préparer l'avenir par la formation des générations futures.

**H. de Margerie.** — Les parents d'élèves et par conséquent leurs associations ont un rôle à jouer pour résoudre la crise actuelle de l'enseignement en France. Le nombre d'élèves qui va croissant et le déficit de professeurs, joint au manque de locaux, caractérisent cette crise et provoquent notre inquiétude qui est insuffisamment partagée par l'opinion.

Si l'E.D.F. cessait de distribuer le courant, cette carence technique provoquerait immédiatement une protestation générale. Les malfaçons et les déficiences de l'enseignement sont, elles, plus subtiles à apercevoir et leurs conséquences n'interviennent qu'à très long terme. Le développement accéléré de la scolarisation est, de plus, un phénomène récent auquel toute une partie de la nation n'est pas préparée. D'où le retard des réactions et la nécessité de sensibiliser l'opinion. Les associations de parents d'élèves doivent s'y employer mais aussi les pouvoirs publics et les universitaires eux-mêmes. A cet effet il ne faut pas que les enseignants se conten-

tent de ne parler qu'entre enseignants des problèmes d'enseignement. Ils ont un devoir d'information et de formation de l'opinion.

Malheureusement l'insuffisance des moyens financiers des professeurs et la dégradation de leur situation morale font un cercle vicieux. Le résultat est que les universitaires tendent à vivre entre eux et à constituer une société dans la société. Peut-être faut-il, dans l'analyse de cette situation, tenir compte des vieilles traditions françaises d'indépendance universitaire et de l'héritage napoléonien selon lequel les fonctionnaires forment un monde un peu à part qui ne se mêle pas aux autres et dont les autres ne se mêlent pas.

Je me demande s'il n'appartient pas aux parents d'élèves à la fois par les moyens de leur association et dans l'ordre personnel d'essayer de rompre cet isolement moral dans lequel se trouvent les professeurs et d'apaiser ainsi un certain nombre de tensions.

Bien que ne représentant dans ce débat que l'utilisateur ou le consommateur, je me demande si on ne pourrait pas concevoir, pour des professeurs (cela n'orienterait-il pas un certain nombre de jeunes gens vers ces carrières ?), des espèces de vies mixtes qui leur permettraient des contacts avec le reste du monde, par exemple avec l'industrie comme cela se fait dans d'autres pays ce qui leur rapporterait d'une part, certains compléments financiers nécessaires, mais également, certain renouveau d'intérêt, de rajeunissement intellectuel en les faisant entrer dans un univers différent. Autrement dit, il me semble que l'Université a tout intérêt à s'ouvrir sur l'extérieur et sur la vie sociale de la nation car ainsi on comprendra mieux ses problèmes et peut-être réussira-t-on mieux à l'aider à les résoudre.

**Mme Moumaneix.** — En ce qui me concerne, je voudrais attirer l'attention sur l'importance de la pédagogie, ses réussites et ses lacunes. Dans l'école maternelle tout est à la liberté, liberté de programme, liberté d'action, liberté scolaire ; ainsi chaque enfant est sollicité dans le sens de sa personnalité propre. On lui demande de se servir de ses sens, de savoir respirer les parfums, distinguer les couleurs. Les enfants peuvent s'exprimer par la peinture, par le modelage. Et même l'initiative mathématique y est poussée d'une manière étonnante, par exemple par l'enseignement des nombres. C'est, jusqu'à l'âge de six ans, l'école de la joie. Lorsque l'enfant entre à l'école primaire, changement de décor. La tristesse scolaire fait son apparition avec les obligations de la discipline, et, le matériel pédagogique remarquable étant remisé dans les placards, avec l'apprentissage maussade des règles ; traumatisme dont peu d'enfants peuvent arriver à se guérir. A moins d'un certain climat affectif. A ce moment de 6 à 11 ans, la scolarité demande l'initiation à des mécanismes (grammatical, rudiments de lecture, arith-

métique, connaissance du langage) et l'intelligence de l'enfant n'est pas suffisamment développée pour qu'il puisse faire librement un choix. D'où la nécessité de suppléances affectives. La désaffection à l'égard des maîtres qu'ont souvent aujourd'hui les élèves est un symptôme inquiétant.

De 11 à 16 ans l'enfant aborde les classes dites d'orientation et de premier cycle ; mais il vaudrait mieux parler de pré-orientation que d'orientation proprement dite, car pour des raisons surtout de voisinage géographique et de milieu social des élèves sont envoyés soit dans les lycées classiques et modernes soit dans les collèges d'enseignement général soit dans les récents collèges d'enseignement secondaire. Dans ces conditions il est impossible de parler de « tronc commun » car il n'y a équivalence ni entre les maîtres de formation différente ni entre les méthodes d'enseignement. Il ne faut surtout pas sacrifier la qualité de l'enseignement dans ces classes d'observation, d'orientation et de premier cycle. Si les maîtres qualifiés étaient réservés aux classes du second cycle, peu d'élites pourraient se dégager car elles auraient été sclérosées à la base. Les élites ne se forment pas automatiquement dans les classes préparatoires aux grandes écoles mais, déjà, dans le premier cycle et même avant, par l'enseignement même de la lecture, par l'appétit de connaissance que l'on peut donner très tôt aux enfants. L'obsession de former des élites empêche d'apercevoir toutes les dimensions du problème.

On accepte trop aisément que trop d'enfants ne soutiennent pas nos rythmes d'enseignement. Il y a ce qu'on peut appeler des sous-instruits. Ainsi la proportion des enfants qui ne savent pas lire va en grandissant de façon effroyable. Les enfants qui ne savent pas lire, par manque de mécanisme acquis ou par un retard peut-être de développement mental, ont un développement qui va à un rythme qui leur est personnel et qui est différent du nôtre, eh, bien ! ces enfants risquent d'être perdus par l'enseignement tel qu'on le conçoit à l'heure actuelle. Pour ces sous-instruits, il ne faut pas les exclure d'une perspective d'orientation mais il faut imaginer des procédés de récupération. Les professeurs qui jugent un enfant ne le jugent que sur leur discipline particulière et ne le jugent jamais sur une déficience générale comme par exemple celle de la dyslexie. Cette correction de la dyslexie s'adresse à des privilégiés également parce que les leçons de rééducation orthographique, par exemple, la rééducation rythmée de la lecture, sont extrêmement coûteuses pour les parents et leur demande aussi une intervention personnelle assidue. Toutes les familles ne sont pas en mesure de donner cet apport à chaque enfant. Par contre, je ne connais pas d'exemple d'enfant qui n'ait tiré aucun profit de son passage dans une école maternelle. Pourquoi n'en serait-il pas de même aux autres niveaux ?

---

**A. de Peretti.** — Nous n'avons pas évoqué le thème facile des programmes, mais bien entendu nous l'avons tous en tête. Fixer des objectifs d'enseignement uniquement par des programmes au moment où tout le monde reconnaît que nos connaissances — du moins dans le domaine technique et scientifique — sont tous les dix ans remises en cause complètement, est-ce encore possible ? Ne faut-il pas trouver d'autres perspectives ?

D'autre part, des besoins constamment renouvelés appellent des moyens à la mesure de ces exigences. Nous quittons maintenant la norme artisanale qui a été celle de l'enseignement depuis des millénaires pour atteindre une norme dont il faut bien considérer qu'elle va prendre un caractère industriel.

Dans un âge communautaire, il semble nécessaire qu'il y ait une certaine mise en commun entre professeurs qui constitueraient des espèces de bureaux d'études spécialisés dans la pédagogie et la documentation au bénéfice des autres professeurs.

Les enseignants ont également besoin d'être soutenus dans leurs tâches par des moyens de secrétariat efficace. Il n'est plus pensable que des professeurs de Faculté ou de lycée soient obligés d'écrire à la main de la correspondance, des rapports de composition et de concours ou des résumés de cours. La structure des établissements devra tenir compte de ce fait.

Il faudrait aussi que la conception des examens vise non pas à faire trébucher les élèves sur des

ponts-aux-ânes, mais à aider chacun d'eux pour trouver sa voie. Plus généralement, il convient d'éliminer toute fausse hiérarchie des valeurs. Une formation manuelle ou pratique peut aussi bien réussir à développer les esprits qu'une formation intellectuelle.

La tâche des enseignants est de partir des dispositions immédiates de l'élève pour l'inviter à progresser à sa façon et selon son rythme. Et le professeur doit se situer au sein du groupe de la classe pour favoriser les initiatives et les recherches coordonnées des jeunes qui lui sont confiés.

L'emploi du temps devrait aussi être moins haché et des plages suffisantes consacrées, en temps opportun, à des mises en œuvre des connaissances acquises.

Je constate que nous sommes tous d'accord pour conclure que l'enseignement doit reprendre son rôle moteur à l'intérieur de la Cité, car l'école n'est plus seulement l'école de l'enfance et de la jeunesse, elle est l'école de toute la nation. Il y a des besoins et de recyclage et d'éducation permanente qu'il revient à l'Université de satisfaire, à condition qu'elle soit dotée des moyens indispensables. On agrandit ainsi singulièrement les perspectives difficiles évoquées tout à l'heure, mais en même temps on a une vue plus complète des tâches et des responsabilités qui incombent au corps enseignant, on se fait enfin une juste idée de la noblesse de sa mission.

# RÉFORMES DE L'ENSEIGNEMENT : IDÉES ET PROJETS

par Michel BLOT

**D**ANS l'abondante littérature suscitée par les problèmes de l'enseignement en France, nous avons choisi d'analyser trois documents qui proposent à la réflexion une matière particulièrement riche et suggestive : « La Revue de l'Action Populaire », de mars 1963 ; « La Révolution Scolaire », de J. Natanson et A. Prost ; « Esprit », de mai-juin 1964.

Peu d'enfants de cultivateurs et d'ouvriers fréquentent les universités. C'est là un fait incontestable. « N'y a-t-il pas là un barrage à l'ascension sociale des meilleurs et une déperdition pour le capital intellectuel de la nation ? » C'est la question que posent MM. H. Bastide et A. Girard dans « La Revue de l'Action Populaire », de mars 1963. Sans même parler de justice sociale, une économie en expansion exige qu'un personnel qualifié occupe un nombre croissant de postes spécialisés. Pour sélectionner ces futurs cadres et techniciens, pour mesurer leurs capacités, la société institue des examens, des concours. Mais tous, au point de départ, ne peuvent affronter ces épreuves à égalité.

C'est dans cette perspective que se pose le problème de la « démocratisation de l'enseignement » dont on parle beaucoup aujourd'hui. Le principe d'un enseignement démocratique semble parfaitement défini dans l'essai de Natanson et de Prost.

« C'est un enseignement où tout enfant, quelles que soient ses origines sociales, pourrait accéder au plus haut degré de culture générale et de qualification professionnelle compatible avec ses goûts et ses aptitudes. » Ce programme est encore loin d'être réalisé. Il y a eu, sans doute, d'incontestables résultats. Où en sommes-nous ?

## Inégalité social et démocratisation de l'enseignement.

Les données relativement récentes concernant l'origine sociale des élèves de sixième (enquête de l'I.N.E.D.) montrent qu'une nette différenciation sociale se produit entre onze et douze ans.

Si l'on tient compte de l'importance numérique dans la population le pourcentage des enfants scolarisés des

ouvriers est sous-représenté : 19 %. Il prend une signification plus saisissante si on le compare à celui des milieux les plus élevés dans la hiérarchie sociale (cadres supérieurs, industrie, professions libérales) : 17 %. Les employés et les cadres moyens sont à peu près à égalité : 18 et 15 %. Les cultivateurs sont moins nombreux encore : 7 %.

On notera une nouvelle différenciation sociale, plus nette encore, suivant qu'il s'agisse de l'enseignement classique ou de l'enseignement moderne.

Le recrutement des C.E.G. est plus ouvert — milieux ouvriers : 36 %, soit près du tiers ; milieux agricoles : 13 %. Ici encore ce pourcentage donne à réfléchir. Il est sans proportion avec le poids réel des enfants de cultivateurs dans la population.

« En définitive, soulignent Bastide et Girard, une inégalité sociale demeure donc ; vers douze ans la moitié des enfants sont à l'école primaire, les autres poursuivent leurs études en classe de sixième ; un quart au lycée classique ou moderne et le dernier quart dans des collèges d'enseignement général ou même dans des « groupes d'observation dispersés ».

L'inégalité en fonction de l'origine sociale est plus nette encore au niveau des Facultés et des Grandes Ecoles. En 1960, sur un échantillon de 10.000 personnes de la population active, les parents de profession libérale envoient 1.800 étudiants à l'Université, alors que les parents ouvriers d'usine n'y en envoient que 9. « La population universitaire apparaît ainsi l'image renversée de la population active. »

L'inégalité sociale ne se manifeste pas au seul niveau du recrutement. Elle a une incidence sur la poursuite des études. Elle explique parfois leur arrêt pour telle ou telle catégorie d'enfants ou d'adolescents.

La gratuité de l'enseignement, l'allocation de bourses d'études ne doivent pas faire illusion. Pour la famille, la prolongation des études entraîne des frais importants. Ils le sont sans doute davantage à la campagne où l'état de l'équipement scolaire exige souvent pour l'enfant une séparation d'avec sa famille. Ce qui ne va pas sans entraîner des dépenses supplémentaires. A cela s'ajoute un manque à gagner du fait de la mise au travail, moins rapide, de l'enfant.

Les éléments économiques ne sont pas les seuls obstacles à la promotion scolaire. Il faut y ajouter l'absence de certains éléments culturels. En effet, suivant le milieu auquel il appartient, l'enfant reçoit, ou ne reçoit pas, une formation venant compléter et renforcer l'enseignement et l'éducation scolaire. Les conversations, les livres, les spectacles, les voyages : autant de facteurs importants dans le développement intellectuel. En ce domaine, il est observé que le fils de médecin ou de professeur est plus favorisé que le fils d'ouvrier ou de cultivateur.

Si le milieu social exerce une action si importante, il est difficile de déterminer au point de départ et pendant un laps de temps important la valeur réelle de l'élève, la distinction de l'inné et de l'acquis relevant ici de l'utopie. Pour reprendre les termes d'une étude déjà citée : « Dès lors, la réussite scolaire, qui exerce une influence très importante sur l'orientation et la sélection des enfants, consacre, non pas peut-être, une

inégalité d'intelligence au départ, mais l'ensemble des avantages psychologiques dont bénéficient les enfants des milieux favorisés. »

Rien d'original, on le voit, dans les données que nous venons de rappeler. Se les rendre présentes c'est éviter de vider de son contenu ou de travestir en slogan l'idée de « démocratisation de l'enseignement ».

### Réforme des structures.

L'explosion scolaire impose, si l'on veut tenir compte d'exigences démocratiques, une réforme des programmes et des structures. En ce domaine les solutions magiques et immédiates n'existent pas. Deux écueils à éviter : les palliatifs et le bouleversement radical. Une plume d'une irrévérencieuse prudence ne craignait-elle pas récemment pour le réformateur « Samson involontaire, d'ébranler les colonnes du temple et de s'ensevelir sous ses ruines avec les Philistins ». Elle donnait en exemple l'architecte audacieux et génial qui conseillait à son entrepreneur « de ne pas ôter l'échafaudage avant d'avoir collé le papier peint ».

L'idée de « tronc commun », on s'accorde actuellement à le reconnaître, est la porte de la démocratisation. Il s'agit d'un projet lancé en 1945 par Langevin et Wallon, d'où son nom : tous les enfants de onze à quinze ans iraient suivre les mêmes programmes dans une même école. Cette idée, notons-le, n'a été appliquée jusqu'ici que fort timidement.

Il s'agit de « permettre à l'enfant de faire l'essai des divers types d'enseignement sans que cela risque d'engager définitivement son avenir » et non de « répartir au petit bonheur et sans discernement les élèves du même âge dans les mêmes classes pour leur faire faire le même programme impératif à la même allure ».

Cet esprit est celui qu'anime les réformes concrètes proposées par J. Natanson et A. Prost dans « Révolution scolaire ».

#### 1° Le second cycle comprendrait :

- L'enseignement « long » préparant à l'enseignement supérieur de toute nature.

- L'enseignement « professionnel » donné dans des collèges analogues aux collèges techniques actuels. Son but : préparer l'entrée au travail à dix-huit ans.

C'est donc à quinze ans que se ferait une option particulièrement importante entre ces deux orientations.

#### 2° A l'intérieur du premier cycle comment l'enfant serait-il préparé à ce choix ?

- La sixième et la cinquième constitueraient un cycle d'observation. Il serait commun à tous les élèves. Les auteurs pensent éviter ainsi l'inconvénient d'« écoles moyennes » — nouveau cycle d'enseignement distinct du primaire et du secondaire — source de nouveaux cloisonnements entre les enseignants et les élèves.

- La quatrième et la troisième deviendraient un cycle d'orientation. Il comprendrait, d'une part, des classes secondaires et des classes préprofessionnelles répondant aux deux orientations possibles à l'intérieur du second cycle ; d'autre part, des classes intermédiaires réservant une liberté de choix dans les cas douteux. L'esprit du

*Une classe : attention adolescente.*

« tronc commun » y régnerait. On ménagerait des disciplines communes aux « secondaires » et aux « préprofessionnelles ». La distinction s'opérerait sur des cours à option fondamentaux.

### Réforme des programmes.

S'attacher à une réforme des structures ne suffit pas. Cela laisse intact le fond de l'enseignement, le contenu des programmes. Or, et c'est là le postulat de Natanson et de Prost : « Un lien existe entre le contenu de cet enseignement et sa fonction sociale ; lui donner une fonction sociale implique qu'on en transforme le contenu. » Il y a un hiatus entre l'enseignement donné dans le second cycle, et les exigences de notre civilisation. Le terme d'anachronisme revient souvent sous la plume des auteurs de « Révolution scolaire ». L'enseignement classique — il remonte dans ses grandes lignes aux Jésuites des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècle — nous ancrerait en la croyance d'une nature humaine immuable ; il s'attacherait à nous dévoiler ce qui, dans l'homme, est éternel.

Une autre orientation philosophique — ce serait celle de J. Natanson et de A. Prost — vient relayer celle de l'humanisme classique et donner un fondement à la critique : « Les progrès de la conscience historique, depuis un siècle, sont venus miner cette certitude. En montrant l'évolution des idées et des goûts, des sentiments religieux, l'histoire a peu à peu accredité l'idée que l'homme tout entier changeait au cours des siècles. » Cette option peut elle aussi donner prise à la critique et, plus particulièrement cette idée « que l'homme tout entier change au cours des siècles ». Cette

affirmation est grosse de toute une logique. La pousser jusqu'au bout serait aller au relativisme et renier probablement, certaines valeurs d'humanisme, de personnalisme, dont les auteurs veulent faire l'âme de leur pédagogie.

Toutefois, le mérite de ce choix est de ne pas situer les modalités de l'enseignement au seul niveau des besoins économiques d'une société. Il s'appuie, par ailleurs, sur un constat d'incohérence en matière pédagogique.

Ainsi, on veut qu'une œuvre littéraire nous dise l'homme de tous les temps et notre époque exige qu'elle soit replacée dans son contexte historique. D'où une oscillation préjudiciable entre l'absolu et le relatif. Les mêmes hésitations marquaient, jusqu'à une époque récente, l'enseignement scientifique : l'encyclopédisme du savoir y était plus important que l'utilisation de ce savoir.

Les conséquences de cette option sont fermement dégagées ; la construction pédagogique à laquelle elle donne lieu s'appuie sur trois piliers :

— « Pilier mathématique, pédagogie du rapport au monde ».

— « Pilier social, pédagogie du rapport aux autres ».

— « Pilier personnel, pédagogie du rapport avec l'autre dans le dialogue ».

#### 1° La pédagogie des mathématiques.

Dans cette réforme, une place prépondérante est réservée aux mathématiques. Cela se justifie dans un monde en voie de rationalisation. Nous assistons à la généralisation d'un traitement mathématique du réel.

En tous domaines aux impressions qualitatives sont substituées des mesures quantitatives. La formation mathématique est essentielle si, « découvrir le monde, c'est découvrir sa logique interne qui est mathématique ». Dès lors, non seulement la recherche de l'efficacité mais la sagesse conseillent de ne pas subir cette rationalisation, mais d'y participer, d'y voir l'humain.

Que voilà des propositions abstraites, pense-t-on ! Sans parler de « bosse des maths » les aptitudes aux mathématiques sont fort inégales.

Les auteurs pensent répondre à ces objections et corriger le schématisme des postulats en demandant :

- que l'on multiplie les exercices, seule méthode pour saisir le caractère opératoire des maths et mettre solidement en place chaque étape de ce discours inexorable que constitue l'enseignement des mathématiques ;

- que l'on multiplie les travaux expérimentaux en faisant l'apprentissage des techniques d'expression mathématique ; courbes, diagrammes, etc ;

- que la pédagogie soit différenciée suivant les types d'esprit. On peut demander aux littéraires de faire autant de mathématiques que les scientifiques, mais non les mêmes mathématiques. Et cela d'autant plus que la pratique des sciences humaines demande un bagage particulier (logarithmes, calcul statistique).

## 2° La situation de l'histoire.

Une culture adaptée aux exigences de notre monde suppose davantage. L'homme moderne subit des pressions sociales multiples. « Cette pédagogie de l'homme à son environnement, de l'homme en tant que « civilisé », en tant qu'il reflète les influences d'une civilisation doit être assumée par l'histoire. » Cela suppose pour son enseignement une conception différente de celle que régit les programmes actuels : au récit des événements politiques, auquel on reste fidèle, viennent se joindre des aperçus économiques, sociaux, culturels. On pense ainsi donner épaisseur à l'histoire événementielle et corriger son caractère linéaire. Mais il en résulte souvent une confusion, pour l'élève. Les harmonies, l'image est de Natanson et de Prost, viennent cacher la mélodie.

Les auteurs refusent donc l'histoire événementielle, sauf pour la période contemporaine où « elle se révèle indispensable pour comprendre la mise en place de notre société et de nos institutions ». Ils lui préfèrent l'histoire des civilisations pourvu que l'on se limite à quelques-unes d'entre elles et que l'homme soit au centre de ces approches.

## 3° L'enseignement de la langue.

Il est prioritaire. Son but est d'assurer la maîtrise de sa propre langue. Mais connaître celle-ci, c'est la comparer et la confronter avec d'autres. La question du latin trouve naturellement sa place ici. Les auteurs veulent concilier un impératif — le latin est une base excellente pour la maîtrise du français — et une constatation : un grand nombre d'élèves du second cycle ne sont pas aptes à aborder la traduction des auteurs. On proposerait donc un enseignement généralisé du latin dans le premier cycle, tandis qu'il demeurerait sous forme de matière à option, dans le second cycle.

Quant à l'enseignement des langues vivantes « Révolution scolaire » dénonce ses objectifs. Tantôt ils sont exclusivement culturels ou littéraires avec mission d'introduire à Goethe ou à Shakespeare, tantôt exclusivement pratiques. Suit une suggestion originale : réunir sous la responsabilité d'un professeur unique l'enseignement du français et celui d'une langue étrangère. Ainsi s'ouvriraient en même temps un élargissement des perspectives littéraires et un approfondissement des mécanismes et structures linguistiques.

L'enseignement de la littérature, lui aussi, prête le flanc aux critiques. (Le mot de « faillite » est prononcé.) Il adopte un point de vue trop historique, insiste beaucoup sur les problèmes de critique et d'esthétique littéraires. On explique la « Chartreuse de Parme » comme si l'essentiel n'était pas, pour un adolescent, la révélation que cette œuvre peut apporter de l'amour. Or, il faudrait qu'une formation littéraire aide l'élève à se trouver et à s'exprimer. On étudiera les œuvres en les centrant autour de quelques thèmes : la jeunesse (et ses corrélatifs, aventure, risque), l'amour (amitié, haine, passion, jalousie), la vie (naissance, peur, mort). Les apports du cinéma seraient précieux dans la réalisation de cette pédagogie littéraire. En aucun cas cependant cette thématique ne doit être le prétexte de la facilité ou risquer l'artifice. Elle doit s'articuler sur l'analyse suivie des grandes œuvres.

Pour mener à bien cette pédagogie de la personne, deux prolongements semblent nécessaires. L'Art qui achève l'éducation de la sensibilité, la Philosophie qui fait progresser les processus de rationalisation déjà engagés en cours de littérature. Cette dernière discipline constitue, nous dit-on, l'une des originalités de notre système pédagogique. On regrettera d'autant plus le laconisme de Natanson et de Prost à ce sujet. L'enseignement de la philosophie subirait-il une crise sérieuse ?

*Les enseignés réclament des enseignants.*

A moins qu'il ne faille prendre cette « originalité » comme trait distinctif d'une discipline sur son déclin, organe-témoin appelé à disparaître. La question mériterait d'être éclaircie.

Tel quel, ce projet appellerait sans doute des réserves de la part des professeurs de mathématiques, d'histoire, de langues, de lettres. Il trace une voie assez neuve toutefois. Non seulement parce qu'il s'attache à répondre aux motivations et aux besoins de l'enfant ou de l'adolescent. Plus encore parce qu'il s'ouvre largement aux exigences de notre temps, sans méconnaître les valeurs personalistes.

### L'Université à faire.

La crise de l'enseignement supérieur, qui sévit actuellement en France, est aussi le fait de tous les pays développés ; chaque année, une masse d'étudiants se présentent aux portes des Facultés et autres établissements d'enseignement supérieur. Alors que la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique opèrent une sélection dans la vague estudiantine, l'Allemagne et la France laissent pratiquement l'accès libre au « Supérieur ».

Ce déferlement — le Plan prévoit un demi-million d'étudiants français pour 1970 — conduit les universitaires à s'interroger sur la mission de l'Université, à remettre en question ses structures. C'est parfois l'occasion d'une réflexion sur la nature et la pédagogie des divers enseignements. Quant aux financiers ils commencent à étudier le « rendement de l'Enseignement supérieur » dont les dépenses présenteraient une part non négligeable du revenu national. Les économistes tentent de définir — sans y parvenir — les besoins de leur nation en diplômés des différentes disciplines.

Toutefois, pour reprendre les termes d'une étude de M. Girod de l'Ain, « la situation est particulièrement explosive en France parce qu'elle comporte trois données principales qui ne sont pas réunies ailleurs, sauf en Scandinavie :

- une « demande d'éducation » particulièrement forte de la part des familles ;
- un accroissement plus rapide des effectifs de l'enseignement secondaire ;
- l'absence de « numerus clausus » à l'entrée des facultés. »

### Mission et structures de l'Université.

Dès lors, en face de ces impératifs, à qui faut-il s'en remettre pour fixer ce que doit être l'enseignement supérieur universitaire ? Celui-ci ne semble pas destiné uniquement à dispenser une culture d'un niveau élevé, mais aussi à préparer les étudiants à leur profession de demain. « Students want jobs »... On demande donc aux industriels, aux économistes, aux sociologues une prévision des besoins en diplômés. Mais ils ne sont pas en mesure de fournir des renseignements précis à ce sujet ; si l'on tient compte de la durée de certaines formations (agrégations, doctorats), il faudrait pouvoir dire quels seront ces besoins dans dix ans. La rapidité des transformations scientifiques, techniques, économiques, ne permet pas d'établir des prévisions précises pour cette échéance. Les universitaires reçoivent

ainsi des non-universitaires des réponses en apparence paradoxales : « Réformez-vous si vous voulez faire face à la demande ; quant à cette demande nous sommes incapables de vous dire ce qu'elle sera dans vingt ans, quand vos étudiants actuels seront dans la force de l'âge. » (Cf. enquête I.A. du dossier « Esprit ».)

Ainsi, les universitaires sont renvoyés à eux-mêmes pour tenter d'élaborer une doctrine de l'Enseignement Supérieur. La pierre de touche en est la question de l'accès à l'Université.

Si l'on prend pour test l'enquête d'« Esprit », peu d'enseignants sont pour le « numerus clausus ». Dans cette optique, il faudrait construire à côté de l'Université un enseignement post-secondaire. Vraisemblablement, il prendrait tôt ou tard, lui aussi le nom d'enseignement supérieur, sous la pression de l'opinion publique. Le plus grand nombre d'universitaires, par contre, pense qu'il convient d'accueillir tous les sujets issus du secondaire et désireux de recevoir une formation supérieure. C'est relever le défi du nombre. Pour rendre cette option viable, il conviendrait d'aménager, de modifier les structures traditionnelles de l'Université.

Les actuels projets de réforme annoncent un bouleversement de ces structures qui ne paraît pas aller tout à fait dans le sens des vœux de l'équipe d'« Esprit », mais le laconisme et l'imprécision des déclarations officielles ne permettent pas de porter aujourd'hui, un jugement valable ni sur les intentions ni sur les résultats possibles ou probables.

Dans ces conditions il est préférable de mettre l'accent sur les problèmes proprement humains de l'enseignement supérieur.

### Enseignants et enseignés.

La crise de l'enseignement supérieur ne s'explique pas seulement par un gonflement des effectifs et par l'inadaptation des structures. La partie se joue aussi, j'allais écrire « surtout » — c'est sans doute là une erreur « d'équation personnelle » due à la position d'enseigné — au niveau des rapports de professeurs à étudiants. Les discussions étudiantes des derniers mois sur la place du cours magistral, des photocopiés, des groupes de travaux universitaires (G.T.U.) ne sont apparemment qu'une mise en question des méthodes.

En fait elles traduisaient une double aspiration, inconsciente ou consciente, « une volonté d'égalité et un besoin de participation ». Dans quelle mesure ces besoins sont-ils compatibles avec la condition bipartite « homo studens » — « homo docens », fondement du travail universitaire ?

A ce sujet, une série de remarques, développées, elles pourraient donner lieu à toute une psycho-sociologie de la vie universitaire.

1° « La relation d'enseignant à enseigné est une relation fondamentalement inégalitaire. » En quel sens ? Non pas tant à cause de la situation privilégiée du professeur omnipotent (?) et omniscient. Tout bonnement parce que l'étudiant vient à l'Université pour... apprendre. Ce qui le place « ipso facto » dans une situation d'inégalité. Pour « apprendre », toutefois, et non

pour « être enseigné ». Réserve byzantine?... A plus forte raison dans le Supérieur où l'on a affaire à de jeunes adultes ou à de grands adolescents il ne saurait y avoir d'enseignement sans réciprocité possible. « Le professeur peut beaucoup sans doute, mais il ne peut rien sans les disciples. Je ne suis rien sans eux » remarquait Schelling. On voit mal pour quelles raisons, sinon matérielles — souvent elles sont des impedimenta — les professeurs se déroberaient à l'interrogation et au dialogue. Pour préciser certains points des cours plus obscurs, bien sûr. Pour s'ouvrir à d'autres préoccupations : celles des conditions de travail, du contenu de l'enseignement, des débouchés possibles. Qu'on me permette, à ce sujet, une parenthèse. Le milieu professoral se plaint, à juste titre, de l'absentéisme des étudiants ou de leur passivité. Comment ceux-ci ne seraient-ils pas étonnés devant certaines prises de position rigides et monolithiques concernant les photocopies ou l'assistance au cours ? Elles témoignaient parfois d'une singulière méconnaissance des conditions de vie, des ressources de l'étudiant, voire de ses aspirations. (Sans aller, la modestie aidant, jusqu'à identifier l'étudiant à une sorte de héros stoïcien, comme le fait l'un de nos professeurs (!). Cela donne toute sa valeur à l'attitude profondément humaine de certains « maîtres ». Cela nous ramène à la finalité de l'enseignement — celle d'un savoir auquel on fait participer, auquel on accepte de participer — et à la relation duelle professeur-étudiant. On ne saurait la réduire à celles de maître-esclave, capitaliste-prolétaire, père-fils, etc.

2" « Le malaise ressenti traduit un conflit de générations. » C'est ce que l'on peut voir inscrit dans certaines revendications du milieu étudiant : contrôle des photocopies, élaboration des cours, etc. « Poussés par leur appétit de vivre et de découvrir, certains ne risquent-ils pas de brûler les étapes ? Au lieu d'être de jeunes adultes acceptant leur condition de jeunes, avec ses avantages et ses contreparties, ils deviendraient alors des adultes prématurément vieillissants et ratés, faute de formation approfondie, tandis qu'irait croissant le désordre universitaire. » Voilà une mise en garde sans aménité ! On voudrait pouvoir la récuser.

Bref, il y a tension dans le monde étudiant entre un état de dépendance intellectuelle inhérent à la condition d'enseigné et une volonté d'indépendance renforcée par l'absence d'une participation qui ne soit ni paternaliste ni illusoire.

Comment dissiper ce malaise ? Les suggestions de François Bedarida ne se laissent pas réduire aux solutions stéréotypées. Paul Ricœur y voit une tentative intéressante pour instituer une communauté universitaire « à la fois sur le plan institutionnel et sur le plan intellectuel », communauté placée sous l'antique enseignement de l'« Universitas magistrorum discipulorumque ».

Sont proposées :

A. — Une participation des étudiants à la vie de la Faculté. Des représentants trouveraient place aux assemblées des diverses instances de la dite Faculté. Cela permettrait aux étudiants de donner leur point de vue et de connaître celui de leurs professeurs.

B. — Une réforme des cours dont voici les principaux éléments :

a) Un cours professoral pour un groupe de 100 à 130 étudiants.

b) Sa reprise en travaux pratiques d'une trentaine d'étudiants, suivis par des assistants ou des maîtres assistants, travaillant eux-mêmes en liaison étroite avec le professeur. Ainsi se forgeraient peu à peu un esprit et une communauté : professeurs, assistants, étudiants.

c) Le programme de licence comporterait une matière à option, donnant lieu à un cours spécialisé. Celui-ci exigerait une participation plus active de l'étudiant et pourrait déjà constituer une initiation à la recherche.

d) Il faut développer systématiquement les exercices qui mettent en jeu l'intelligence critique (et dont l'application de texte serait le type).

#### Deux remarques :

— Ces méthodes demandent beaucoup plus de temps que la simple administration du cours magistral. Elles supposent, de part et d'autre, une forte dose de patience et de bonne volonté. Elles exigent aussi un encadrement et des locaux en nombre plus élevé.

— En outre, si l'on s'avance dans cette voie, il faut être prêt à abandonner dans une large mesure une Université de style libéral pour une Université mieux organisée et partant plus autoritaire. Chaque option est grosse d'une logique. Il faut choisir.

#### Une prise de conscience.

Démocratisation, réforme des structures et des programmes, « faire l'Université »...

Nous sommes loin d'avoir traité la totalité des problèmes de l'enseignement. D'autres questions ont été abordées de façon allusive ou demeurent en suspens : formation des maîtres, budget de l'Education Nationale, rapports des éducateurs scolaires et familiaux, diffusion de la culture et éducation permanente. Dégager quelques lignes de force permettant de suivre le mouvement actuel de scolarisation, faire sentir la nécessité d'un complément d'information à ce sujet, tel était notre propos. Toute conclusion sur la question de l'enseignement doit être un appel à une prise de conscience plus vive de ces problèmes et constituer une préparation à des options coûteuses et raisonnées. On peut s'es-souffler tant qu'on voudra à dénoncer le conservatisme clos de l'Université, l'incohérence et le caractère partiel des réformes, l'inadaptation des enseignements et des programmes. Il reste qu'avec l'avenir proche ou lointain des enfants et des jeunes c'est celui de la nation qui est en jeu. Les efforts ou l'indifférence incurie conditionnent ces futurs. A quels emplois les jeunes accéderont-ils, quelles valeurs reconnaîtront-ils ? Seront-ils en mal d'embauche professionnelle et idéologique ? Faut-il s'attendre à une montée de générations déclassées ou agries ? Les lignes que trace Paul Ricœur dans « Esprit » ont valeur d'avertissement : « Si ce pays ne règle pas, par un choix raisonné, la croissance de son Université, il subira l'explosion scolaire comme un cataclysme national. »

L'essai des idéologies n'est ici d'aucun secours aux fins de dérobades ou d'évasions. Il met en question le désintéret, l'indifférence.

On nous incite à prendre au sérieux l'idéal démocratique. Or, ce que nous constatons c'est l'oscillation entre les décisions d'un pouvoir oligarchique et les choix parfois peu réfléchis, et pour cause, qui découlent du suffrage universel. Si la démocratie reste à faire, elle le sera, en partie, par une promotion culturelle plus large.

On nous parle de promotion sociale. Mais ignore-t-on que les problèmes de gestion sont liés à la compétence et donc, en dernier ressort, à l'enseignement et à la culture ?

On nous vante les attraits d'un humanisme ouvert et

donc en son sens le plus obvie, ouvert à tous. Or une remarque de Prost et de Natanson donne ici à réfléchir : « Il y a une sorte d'accord tacite entre les privilégiés de la culture et ceux qui en sont exclus : la culture ne peut être que le privilège d'une élite. Les classes dirigeantes trouvent normal que la culture désintéressée soit leur apanage, la masse est persuadée qu'elle ne peut accéder qu'à une promotion purement utilitaire. »

C'est dire qu'en ces débats et en cette construction, il ne peut y avoir d'indifférents. Chaque Français est partie prenante.

# D'UN GRAND DESSEIN

par Antoine SAINT-VINCENT

A la veille de la récente rentrée scolaire, le gouvernement, et notamment M. le Ministre de l'Éducation nationale, ont rendu public un vaste projet de réforme de l'enseignement, avec calendrier et échéances précises, et dont on rappellera succinctement l'essentiel :

1°) orientation plus étudiée et plus rigoureuse à l'issue du premier cycle de l'enseignement secondaire, l'entrée au niveau de la seconde dans un second cycle plus différencié étant l'un des pivots du nouveau système ;

2°) suppression du probatoire, dernier avatar condamné dès sa naissance de ce qui fut la première partie du baccalauréat, le passage des élèves de première en classes terminales étant désormais laissé, et dès 1965, à la discrétion de chaque établissement, public ou privé, et institution d'un nouveau baccalauréat à l'issue des classes terminales du second cycle ;

3°) distinction entre deux sortes de bacheliers, d'une part les médiocres ou les moyens qui n'auront obtenu en fait qu'un certificat de fin d'études secondaires et ne pourront prétendre à l'accès dans les Facultés, et d'autre part une élite de bacheliers que l'on pourrait dire à part entière et qui, eux, seront admis de plein droit dans l'enseignement supérieur sans qu'on sache encore à quelle moyenne sera tracée la barre de discrimination entre les uns et les autres ;

4°) suppression de la propédeutique, les bacheliers titulaires de ce qui sera le baccalauréat fort pouvant commencer immédiatement leurs études de licence ;

5°) remodelage de l'enseignement supérieur qui d'une part se trouverait allégé par la création d'« Instituts de formation professionnelle » vers lesquels seront naturellement dirigés les bacheliers titulaires du baccalauréat moyen ou faible et qui d'autre part, au moins en ce qui concerne les Facultés des lettres et des sciences, comprendrait trois cycles, celui de la licence qui pourrait être passée en deux ans, celui de la « maîtrise » correspondant au C.A.P.E.S. actuel et d'une agrégation sans doute renouvelée, et enfin en dernier lieu et au sommet, le cycle de la recherche.

Un semblable projet ne saurait se confondre avec une simple réforme du baccalauréat imposée par les données démographiques

que chacun connaît ; il s'agit d'un grand dessein qui entend restructurer et l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, d'une sorte de loi-cadre, dont le contenu sur maints points importants reste encore indéterminé ; mais s'il est encore vide, le cadre est rigide, et dès maintenant l'avenir de l'Université risque d'être engagé de manière irréversible. La question de fond est de savoir si tel qu'il est ou tel qu'il pourrait être, une fois précisé, le projet répond à cette double exigence de *démocratisation* et de *modernisation* de notre enseignement qui est un impératif majeur du temps présent. Impossible, pour le moment, de donner à une telle question une réponse péremptoirement positive ou négative. Dans le souci de ne pas confondre prospective et prophétie, on se contentera de proposer un certain nombre d'inquiétudes et d'interrogations.

## UNE COHERENCE EN QUESTION

Non cependant sans d'abord énoncer deux remarques préliminaires. Le projet n'a pas bonne presse et a suscité une effervescence de protestations et de contestations, principalement de la part des divers syndicats universitaires ; mais les objections sont le plus souvent contradictoires et, en dehors des inévitables et rituelles références au fameux plan Langevin-Wallon, aucune de ces oppositions n'a élaboré un projet d'ensemble qui face au projet gouvernemental poserait le problème en forme d'alternative. Mais aussi, il n'est pas tellement sûr que le dessein, dont M. le Ministre de l'Éducation nationale a été de par ses fonctions le héraut public, porte la marque d'une seule et unique pensée : une analyse suffisamment informée des détours du sérail distinguerait aisément dans le projet les éléments qui viennent de la rue de Grenelle, mais aussi les infléchissements ici et les contributions là qui ont été suggérés et imposés par l'Élysée et Matignon, et il semblerait bien que ces trois maisons, d'inégale importance et dont dépendent les destins universitaires n'aient pas exactement, c'est le moins qu'on puisse dire, la même politique scolaire. Si bien qu'à l'incohérence des oppositions pourrait bien correspondre une certaine incohérence gouvernementale. Et ces deux incertitudes que déguisent mal l'assurance idéologique des

uns et l'autoritarisme des autres, ne rendent pas facile la tâche d'un commentateur qui se voudrait soucieux d'une certaine logique. Et qui se contentera de souligner, encore une fois sur le mode interrogatif, trois difficultés majeures.

### CONTRE LES CLOISONNEMENTS

La première concerne le premier cycle de l'enseignement secondaire. Le sort et la portée de la réforme dépendent du succès de ces collèges d'enseignement secondaire (C.E.S.) que met laborieusement en place le ministère de l'Éducation nationale, qui sont destinés à surmonter la fâcheuse dualité entre, d'une part, les lycées classiques et modernes et, d'autre part, les Collèges d'enseignement général (C.E.G.-ex-cours complémentaires). Les C.E.S. préfigurent ce que devrait être l'école moyenne de demain ouverte, comme jadis l'école primaire de Jules Ferry, à la totalité de l'enfance scolarisable. Si le C.E.S. ne s'affirme pas comme la norme universelle du premier cycle, l'entrée en seconde sera faussée par des pré-orientations de caractère plus sociologique que pédagogique. Or les C.E.S. sont vivement contestés au dedans et au-delors de l'Université, à la fois par les traditionalistes qui annoncent la ruine de l'enseignement secondaire, si le lycée de l'avenir ne commence qu'à la seconde, mais aussi par une certaine gauche syndicaliste et politique, « a priori » hostile aux initiatives du pouvoir, préoccupée aussi de maintenir les situations acquises et le prestige d'un monde dit « primaire » — d'un mot détestable — et qui déborde largement aujourd'hui le premier degré proprement dit. Un récent vote du Conseil municipal de Paris, obtenu par la conjonction de ces deux oppositions et refusant les crédits nécessaires à la construction des C.E.S. dans l'agglomération parisienne est bien significatif de cet état d'esprit qui est un obstacle majeur au succès de la réforme. Au surplus la réussite des C.E.S. exigerait des crédits considérables, un puissant effort d'information de l'opinion publique et de l'opinion universitaire, des maîtres d'un type nouveau dont la pédagogie tout en restant secondaire assimilerait le meilleur des techniques du premier degré, effort énorme dont le gouvernement semble méconnaître la nécessité et dont visiblement il ne mesure pas l'ampleur. Que les C.E.S. soient entre le « primaire » et le « secondaire » un enjeu et non pas le lien qu'ils devraient être, que les pouvoirs publics continuent à pratiquer sur ce point, comme sur bien d'autres, une petite politique d'expédients et de compromis entre les forces en présence, une tentative de démocratisation authentique aura été manquée et ce sont les fondements mêmes de la réforme qui se déroberont.

### LA PHILOSOPHIE EN PERIL

La réorganisation projetée du second cycle soulève elle aussi de graves embarras, qui ne tiennent pas tellement à la perspective d'une orientation plus rigoureuse à l'entrée en seconde. Car, à parler franc, il n'est pas d'orientation qui ne soit prématurée et l'orientation qui se pratiquera à l'entrée en seconde sera, en fin de compte, plus juste que la sélection qui s'opérerait au niveau de la sixième selon que l'enfant avait ou non la possibilité d'accéder aux lycées traditionnels. La véritable difficulté touche les programmes et les options du nouvel enseignement secondaire. Faute d'une doctrine consistante, qui n'apparaît nulle part, comment le pouvoir arbitrera-t-il la querelle des disciplines, dont chacune aura toujours de bonnes raisons de s'estimer lésée ? Ainsi la classe de philosophie, couronnement de l'enseignement secondaire traditionnel, sera l'inévitable victime du nouveau second cycle et du nouveau baccalauréat. Sans doute cette classe de philosophie n'avait-elle plus la même signification depuis la multiplication nécessaire des classes de mathématiques élémentaires et la création, discutée, des classes de sciences expérimentales. Mais si le grand dessein du gouvernement entraînait comme conséquence une dégradation de la situation de la philosophie dans l'enseignement secondaire, c'est alors que serait irréparablement blessée, démantelée, abaissée, la culture tout court et pas seulement une culture secondaire. Ici la nostalgie de l'impossible, même si son conservatisme de fond prend aisément un style de véhémence révolutionnaire, serait vouée à l'échec et ne serait pas sans responsabilité dans l'avènement du pire. La philosophie est toujours plus et autre chose que la philosophie :

il sera impossible d'enseigner dans les futures classes terminales l'histoire et les sciences humaines, la littérature moderne et les sciences, physiques ou biologiques, sans toucher à des questions véritablement philosophiques. Toute une pédagogie interdisciplinaire est à mettre au point : elle est à peine ébauchée et il faut qu'elle aboutisse, au moins sous la pression de la conjoncture, quand ce ne serait que pour conjurer l'excès de spécialisation dans un second cycle trop différencié.

### DES ELITES PLANIFIEES

Enfin et en dernier lieu le nouveau baccalauréat et le remodelage de l'enseignement supérieur suscitent d'anxieuses interrogations : le projet gouvernemental interrompt une certaine logique des choses qui allait à la suppression du baccalauréat et à son remplacement par un certificat d'études secondaires délivré par les établissements. Le plus simple aurait été d'entériner cette évolution et d'instituer, comme cela se pratique dans de nombreux pays, un examen d'entrée dans chaque Faculté. Mais alors on paraissait accorder à l'enseignement privé quelque chose qui ressemblait à une « collation de grades ». L'objection qui a paru insurmontable au ministère de l'Éducation nationale aurait eu moins de poids si l'Université, comme elle en avait le droit et peut-être le devoir, avait appliqué dans le sens d'une présence plus assidue et d'un contrôle plus serré cette loi du 31 décembre 1959 qui reste pour elle, si elle sait le comprendre, une chance exceptionnelle d'expansion. Le gouvernement a préféré sauver et renforcer le baccalauréat. Mais comment une même épreuve pourra-telle jouer à la fois le rôle d'un examen et d'un concours ? Comment décider en sûreté de conscience et par l'autorité d'une « moyenne » ou d'une « mention » qu'un adolescent est apte ou non à l'enseignement supérieur ? Il semble ici que Matignon, malgré les résistances de la rue de Grenelle, ait été sensible à une prospective technocratique, ait voulu parer à la fois à l'encombrement des Facultés et à ce qu'on appelle la pénurie des « cadres moyens », et que l'Élysée ait sur ce point appuyé Matignon contre la rue de Grenelle. D'où l'idée de ces Instituts de formation professionnelle, destin à venir de l'ordinaire des bacheliers et dont on ne sait pas grand-chose sinon qu'ils seront autre chose que l'enseignement supérieur. Cette politique de séparation radicale qu'on veut inscrire dans les institutions, aussi bien entre le « moyen » et le « supérieur », qu'entre l'enseignement et la recherche, relève d'une philosophie simpliste et aveugle, car le besoin d'une vraie culture et d'un « recyclage » est particulièrement manifeste au niveau des cadres moyens, comme on dit. C'est certainement se tromper gravement que de poser le problème des élites comme on semble le faire à Matignon, en termes de planification sommaire.

### DEMOCRATIE OU TECHNOCRATIE ?

Au total, le projet gouvernemental fait de pièces et de morceaux d'origines diverses commence démocratiquement et finit technocratiquement. Il est un bon témoignage de cet empirisme organisateur — et parfois désorganisateur — qui est la philosophie sans philosophie du pouvoir gaulliste. Mais les oppositions qu'il suscite, émiettées, disparates d'inspiration réactionnaire ou révolutionnaire (et elles relèvent parfois d'une vraie réaction et d'une fausse révolution) ne pourront jamais se conjuguer pour opposer dessein à dessein. Et il arrive, hélas, qu'on ne refuse tout que pour se résigner finalement à tout, tant le fatalisme entre dans la logique de la passion. Aussi serait-il plus raisonnable de reconnaître au pouvoir la fonction d'initiative qui est normalement la sienne, mais aussi de mettre inlassablement en lumière les contradictions que contient le projet : inégalité scandaleuse entre les ambitions et les ressources matérielles et humaines, tension difficilement surmontable entre la préoccupation démocratique au départ et au terme le caractère technocratique des solutions et des conclusions. Ainsi une opposition constructive servirait, non sans espérance, car la vérité est aussi une force, la cause de l'Université à reconstruire. Mais ici comme ailleurs l'opposition doit reconsidérer son attitude pour être à la fois considérée et efficace.

Antoine Saint-Vincent.

# Peut-on coopérer avec l'Algérie ?

par Georges LE BRUN KERIS

**L**E principe même de l'aide que la France apporte à l'Algérie est âprement discuté. Que dis-je ? Les déceptions qu'elle apporte, les rebuffades de M. Ben Bella sont le meilleur aliment de la campagne cartérisée. Toute l'aide française au Tiers Monde peut périchliter dans un raz de marée qui n'aura pas d'autre origine. Dans leurs conférences intercontinentales, les chefs d'Etats africains auraient intérêt à avertir le Président algérien du péril qu'il leur fait courir. Parallèlement, l'impopularité de l'aide à l'Algérie est, en France même, une cause de faiblesse pour le Pouvoir. L'opposition a beau jeu de s'acharner contre elle, et d'autant plus qu'on va répétant que la coopération avec l'Algérie est le test des rapports entre la France et le Tiers Monde, ou encore le test de la coopération possible entre un Etat d'économie libérale et un Etat d'économie socialiste.

Au dossier de ce débat, je ne voudrais qu'apporter quelques pièces. *La France trouve-t-elle un intérêt dans sa coopération avec l'Algérie ? L'aide peut-elle être efficace et trouver les nécessaires structures d'accueil ? L'économie de l'Algérie est-elle si vraiment socialiste qu'on le dit pour l'en blâmer ou pour l'en louer ?* Quelques éléments d'appréciation sur ces divers points éclaireront peut-être le débat où l'opinion publique de notre pays est engagée.

## UNE ECONOMIE SOMNOLENTE

Chaque fois que je retourne en Algérie depuis l'indépendance, je suis frappé par la même impression (je l'ai déjà exprimée à plusieurs reprises) : celle d'un pays qui, si j'ose dire, « flotte dans sa peau ». Tout est à une échelle trop large pour sa vie écono-

mique actuelle. On sent une disproportion entre les buildings comme le *Mauritania* ou les Cités de Jacques Chevalier et les magasins aux vitrines attristantes de vide. L'équipement ferroviaire, autrefois décrit comme insuffisant, apparaît inemployé. L'Algérie pour le voyageur qui débarque (et j'y suis retourné trois fois) donne plus un sentiment de survie que de vie. Elle mène une existence repliée (mais de plus en plus repliée) grâce à un équipement assez neuf pour que la dégradation n'en soit que lente, équipement qu'on répare vaillamment au gré des jours. Cette existence atonique et somnolente peut d'ailleurs durer très longtemps. On s'habitue, là-bas, à vivre dans un progressif évanouissement économique.

Telle est du moins l'impression donnée par ces villes dont toute la population traîne ses jours. Déjà, pendant la guerre, on éprouvait en Algérie une extraordinaire sensation d'attente. Je me rappelle avoir écrit ici même : « Toute l'Algérie attend Godot ». Interminable attente renouvelée et plus passive encore de ces foules stagnantes, à Bône, à Oran... Hélas ! Plus que jamais Godot tarde à venir.

Cette attente, cet enlisement ont quelque chose de surprenant pour un homme habitué aux ferveurs des autres Etats du Tiers Monde. L'Algérie apparaît stupéfaite et comme hébétée par sa propre indépendance. On croirait que celle-ci la dépasse. Trop d'événements se sont précipités, trop de régimes ont été évoqués, trop de systèmes politiques rejetés à peine inventés. L'an II de l'indépendance a porté le deuil de tous les lyrismes et de tous les enthousiasmes attendus.

L'impression est d'autant plus vive que les dernières années de la présence française avaient, elles, brassé beaucoup d'enthousiasmes. Le Plan de

Constantine prétendait secouer les énergies, et, malgré les inquiétudes et les revirements politiques parallèles à sa mise en œuvre, il en a véritablement secoué. L'expansion, pendant ces années extravagantes, fut souvent verbale, mais réelle aussi. Or, loin de marquer une volonté de nouveau bond en avant, l'Algérie indépendante s'arrête et même recule. Lors d'un voyage, en février 1963, j'avais cru que l'expansion allait reprendre. J'avais cru que l'arrêt n'était dû qu'aux séquelles des dramatiques sursauts de l'O.A.S. Ces plaies se cicatrisant, une Algérie nouvelle allait naître. Singulière erreur ! Dès le premier retour, en juin 1963, cet espoir se révélait illusion. Quelques investissements décidés au temps du Plan de Constantine ont été poursuivis, mais aucune volonté nouvelle ne s'est manifestée.

Car l'Algérie apparaît le seul pays du Tiers Monde à n'être pas soulevé par une mystique de l'industrialisation, alors qu'il se dit pourtant socialiste. Les ambassadeurs des pays de l'Est en sont encore plus surpris que nous. Je serais étonné que leurs gouvernements fissent fond sur l'Algérie autant qu'on nous le prétend, sinon pour s'assurer quelque tremplin militaire. D'eux et de nous, nous ne sommes pas les plus déroutés...

## LES CADRES INTERMEDIAIRES LES CONSOMMATEURS

Les causes de cette rétraction générale de l'Algérie sont multiples, et je ne voudrais surtout pas que mon propos parût un réquisitoire, tout au plus une tentative d'explication. Dix années de la plus effroyable histoire méritent à ce pays beaucoup d'indulgence. Et puis on n'insistera jamais trop sur l'importance du fait qu'il a perdu d'un

seul coup à peu près tout ce qui constituait ses « cadres intermédiaires ». L'exode des « pieds noirs » l'en a privé. Les Kabyles pourraient combler en partie le vide, mais on connaît leurs rapports avec le Régime. Or si on admet que l'absence de cadres intermédiaires est un des symptômes majeurs du sous-développement, en même temps qu'une des pires structures de refus au progrès, on voit quel redoutable pas en arrière a été franchi. A une telle situation, nous ne voyons guère de précédent historique. Ajoutons que ce phénomène se conjugue avec le manque de formation de beaucoup de cadres politiques. Qu'eût été notre reconstruction si, en 1945, le pouvoir avait été pris par les F.T.P. ?

Ainsi s'explique sans doute non seulement cette espèce de rétraction de l'Algérie, mais son incapacité de déterminer dans quelle économie elle veut s'engager. L'absence d'un vrai Plan frappe tous les observateurs (on ne peut qualifier de Plan les vagues nomenclatures qui en tiennent lieu). L'Algérie manque de capitaux, mais elle peut, comme d'autres, obtenir une aide extérieure. Elle ne se fait guère insistante pour l'obtenir et quand à notre Parlement on blâme le Gouvernement pour l'ampleur des sommes promises à M. Ben Bella, on devrait savoir que toute une part de ces sommes, l'aide liée (seule susceptible d'efficacité dans un tel pays), demeurent à peu près inentamées, le Gouvernement algérien agissant comme s'il désirait plus retarder l'ouverture des crédits que la hâter. Cette absence de plan engendre une incertitude fondamentale : que fabriquer et pour le vendre à qui ? Quand il était ministre, M. Khalifa Laroussi a parcouru le monde à la recherche de crédits. Il a multiplié les déclarations tonitruantes et fait sourire les interlocuteurs les plus bienveillants. Depuis son départ, on a un peu cessé de « moudre du vent », mais aucun projet ne prend corps, sinon l'étrange complexe textile de Mirabeau monté avec un matériel trouvé trop vétuste pour elle par l'Egypte et qui le condamne à l'échec, sinon un projet de sucrerie. On parle aussi d'une usine de tracteurs et bien entendu on rêve d'une seconde raffinerie de pétrole avec prolongement de pétrochimie. La sidérurgie de Bône va peut-être ressusciter. Mais quel manque de conviction à la lancée de tous ces projets !

Repli, rétraction, restriction : ces

mots reviennent constamment sous la plume quand on essaie de décrire la situation de l'Algérie. Restriction du crédit, par exemple, les fournisseurs étrangers ayant perdu toute confiance et les crédits bancaires se faisant avares. Repli, restriction... les consommateurs européens ont disparu. Même les Français qui demeurent ne sont pas des consommateurs. Allez à la messe : vous vous croirez en 1905 quand seules les vieilles dames hantaient les églises. La survivance des pieds noirs, ce sont de pauvres vieux, des veuves surtout, qui n'ont pas voulu quitter leurs bibelots ou s'éloigner de la tombe familiale ; qui ne savaient où aller non plus (je ne pense jamais sans angoisse à cette mendiantine européenne toujours assise sous une porte dans le bas de la rue Michelet). Les fonctionnaires d'assistance technique ? Pourquoi achèteraient-ils en Algérie plus cher ce dont ils peuvent s'approvisionner en France pendant leur congé ? Les élites musulmanes, habituées à une existence européenne, jugent prudent de vivre sous une austérité couleur de muraille. Dans l'Algérie 1964, on n'attire pas l'attention sur sa fortune. Au surplus, la fiscalité réduit au maximum les possibilités des classes un peu privilégiées.

Tout un secteur de consommateurs, donc un secteur de vie économique, a disparu. Reste à savoir si la masse constitue un marché et représente un facteur de reprise. Ici, les symptômes seraient plutôt encourageants. Certes le chômage et le sous-emploi restent les plaies de l'Algérie, mais dans ces derniers mois la consommation de certains articles de base — café, sucre, produits laitiers — a dépassé de beaucoup les prévisions. Le niveau des ventes textiles est relativement élevé. Dans les villages on reconstruit, non pas sous l'égide de l'Etat, mais chacun pour soi. Les importations de bois de charpente, de tuiles de couverture, de ciment pour parpaings sont importantes — tout cela surtout dans le Constantinois où les Européens ne représentaient qu'un dix-septième de la population (ils étaient un sixième en Oranie). Serait-ce le signe d'une sorte de retour aux sources que la région la moins européanisée soit la première à renaître ?

Un point capital serait à éclaircir : dans cette renaissance à ras de terre, sommes-nous en présence d'un simple phénomène de fuite devant la monnaie de populations qui ont plus thésaurisé qu'on ne croyait et créent ainsi un

marché momentané ou au contraire d'une sorte de reconstruction spontanée du pays par cette masse paysanne dont M. Ben Bella prétend être l'expression ? La réponse à cette question serait capitale, mais je suis incapable de la donner, aucun de mes interlocuteurs, même les mieux informés, ne s'étant risqué à la formuler.

#### QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME ALGERIEN ?

Car cette question introduit celle de ce socialisme algérien dont M. Boumaza, Ministre de l'Economie, orchestre le thème sur tous les registres, et dont, je l'ai déjà rappelé, certains veulent faire l'élément d'un test de la collaboration entre une économie libérale et une économie socialiste. En effet, et quitte à surprendre, j'affirmerai que, pour le moment, le socialisme algérien n'existe pas ; qu'il se réduit à des affirmations de principe. Comme me le disait un ami : il est entièrement né de l'exode des Français. On a saisi leurs biens : le mot « socialisme » était un euphémisme commode pour éviter celui de spoliation. Un secteur socialisé s'est créé par le vide spontané du secteur libéral. On l'a étendu plus par politique pure, par hargnes locales et anarchie d'une administration provinciale improvisée que par doctrine. Cette doctrine, elle a été proclamée par la suite, mais — curieusement — dès lors que les nationalisations sont apparues comme sa conséquence, elles ont pratiquement cessé. On ne peut considérer comme significative de socialisme une mise en régie du tabac et des allumettes. La nationalisation du commerce de la ferraille recouvre de très obscures histoires qui lui enlèvent toute valeur probante. Demeure une seule nationalisation délibérée, celle de la meunerie et des pâtes alimentaires. Elle a été décidée mais du texte qui devait l'instituer ne sont parus que les derniers articles : ceux sur l'indemnisation !

Sans doute, en application des déclarations de M. Boumaza, un secteur est-il apparu destiné par priorité à la socialisation, suivant le précédent du Mali et de la Guinée, voire de la Tunisie : le commerce extérieur. Mais ici les déconvenues ont été nombreuses. On cite des anecdotes qui, pour être pittoresques, n'en sont pas moins véridiques. Ainsi l'aventure des moutons importés de Yougoslavie et qu'on

avait oublié de nourrir en route. Devenus fous lors de leur arrivée à Oran, ils se sont jetés sur les agrumes qui attendaient au port d'être chargés et les ont âprement dévorés ; ils se sont précipités sur les dockers ; ils ont semé la panique dans la foule. On dut faire appel à la troupe. Les erreurs de cette Direction du Commerce Extérieur ont été si nombreuses que la plupart de ses dirigeants, coupables ou non, ont été jetés pêle-mêle en prison. Ils peuplent à présent Barberousse.

L'aventure algérienne illustre, après l'affaire de Guinée, après celle du Mali, une constatation fondamentale : les pays du Tiers Monde se proclament à l'envi socialistes ; ils font du socialisme leur panacée, or *aucun socialisme n'est viable sans une administration nombreuse, honnête et compétente*, toutes qualités qui manquent à l'administration de ces pays. Karl Marx avait ses raisons pour placer le socialisme à la fin de l'évolution industrielle. A ce point de vue l'exemple de la Chine prête à un contresens qui risque de précipiter tout le Tiers Monde dans une irréparable erreur. Car la Chine n'était pas un pays sous-développé, mais un pays à développement non rentable que le socialisme a ou n'a pas (je n'ouvrirai pas pour l'instant le débat) rendu efficace. La Chine était, à sa façon, développée — de

l'acuité intellectuelle à l'héroïsme du labeur, à la merveilleuse habileté manuelle. Pour elle le problème n'est pas un vrai problème de développement mais un problème d'orientation et d'organisation de l'effort. D'où le contresens à conclure de son exemple que le socialisme peut convenir à des pays sous-développés. Le socialisme n'est pas une chance de l'Algérie non plus que la coopération franco-algérienne, qu'elle s'établisse ou non, ne peut être le test d'une collaboration entre systèmes économiques différents.

### LE RETOUR A L'ISLAM.

En fait, dans ses deux premières années d'indépendance, on n'enregistre en Algérie qu'un événement vraiment important : le retour à l'Islam. On va se récrier que je suis un naïf et que cet Islam très proclamé n'est guère que verbalisme et presque un déguisement. Et c'est vrai : la foi morte n'est sans doute pas ressuscitée. Mais les mœurs se réintroduisent, la communauté se reforme et l'Islam est encore beaucoup plus un ensemble (je dirai même un conservatoire) de mœurs et une communauté qu'une foi. Verbalisme, l'Islam officiel de l'Algérie : mais par exception un verbalisme créateur. L'observance du Rama-

dan, l'interdiction de vendre l'alcool, auront eu une portée constructive.

Constructive ? Ici intervient le drame de tout l'Islam contemporain. Son triomphe en Algérie peut avoir deux sens. Il peut signifier la retombée dans l'archaïsme. L'actuelle stagnation économique, l'absence de dynamisme sont une cause de cette retombée en même temps qu'elles la provoquent. C'est une inconnue majeure dans l'aventure de notre temps que le devenir du monde musulman. Restera-t-il ce monde de contradiction et de désaveu, cet Abraham brusquement plongé dans l'ère atomique et qui s'accroche à soi-même dans le refus et la malédiction ? Continuera-t-il de condamner ses modernistes et ceux-ci s'obstineront-ils à regarder plus en arrière qu'en avant ? Ignorera-t-il toujours les valeurs spirituelles des autres peuples, les considérant comme les simples détenteurs de recettes techniques ? En ce cas, le manteau de l'équipement algérien apparaîtra toujours plus exagérément vaste pour un pays où les ruines des villes européennes rejoindront celles de Timgad et de Tipasa. Le désert moral d'un Islam stratifié envahira lentement le Toul de la culture et du développement. Ou bien, seconde hypothèse, l'Islam comprendra-t-il que nous ne sommes pas seulement les détenteurs de recettes techniques, mais qu'à travers nos propres épreuves nous avons appris les maîtres-mots qui à leur spiritualité ancestrale peuvent redonner vie ? Un jour viendra peut-être où le monde musulman admettra qu'il vit enfermé dans une impasse. Or nous pouvons d'ores et déjà témoigner à ses yeux, s'il veut les ouvrir, qu'à cette impasse existe une issue.

S'il veut ouvrir ses yeux, et si devant lui, auprès de lui, nous vivons suffisamment de l'esprit pour apprendre à l'Islam que ce monde moderne qu'il récuse d'instinct et encore plus par inertie, préférant à l'action l'ancestral sommeil, est perméable à l'esprit, ce jour-là prendra peut-être fin la misère profonde de l'Algérie. Alors cette terre où tant de sang fut versé, tant d'injustices commises, tant de fautes et tant de péchés, mais aussi tant d'efforts accomplis et tant de sacrifices consommés, alors cette Algérie, que de voyage en voyage j'ai vu depuis l'indépendance s'enliser, sera peut-être le partenaire d'une coopération efficace et un certain développement culturel et moral fera du socialisme autre chose qu'un mot alibi pour fuir les réalités : non avant.

M. Ahmed Ben Bella : « L'Algérie n'est pas anarchique, mais en pleine évolution socialiste ».

# Le colloque d'Orléans

par Jean ONIMUS

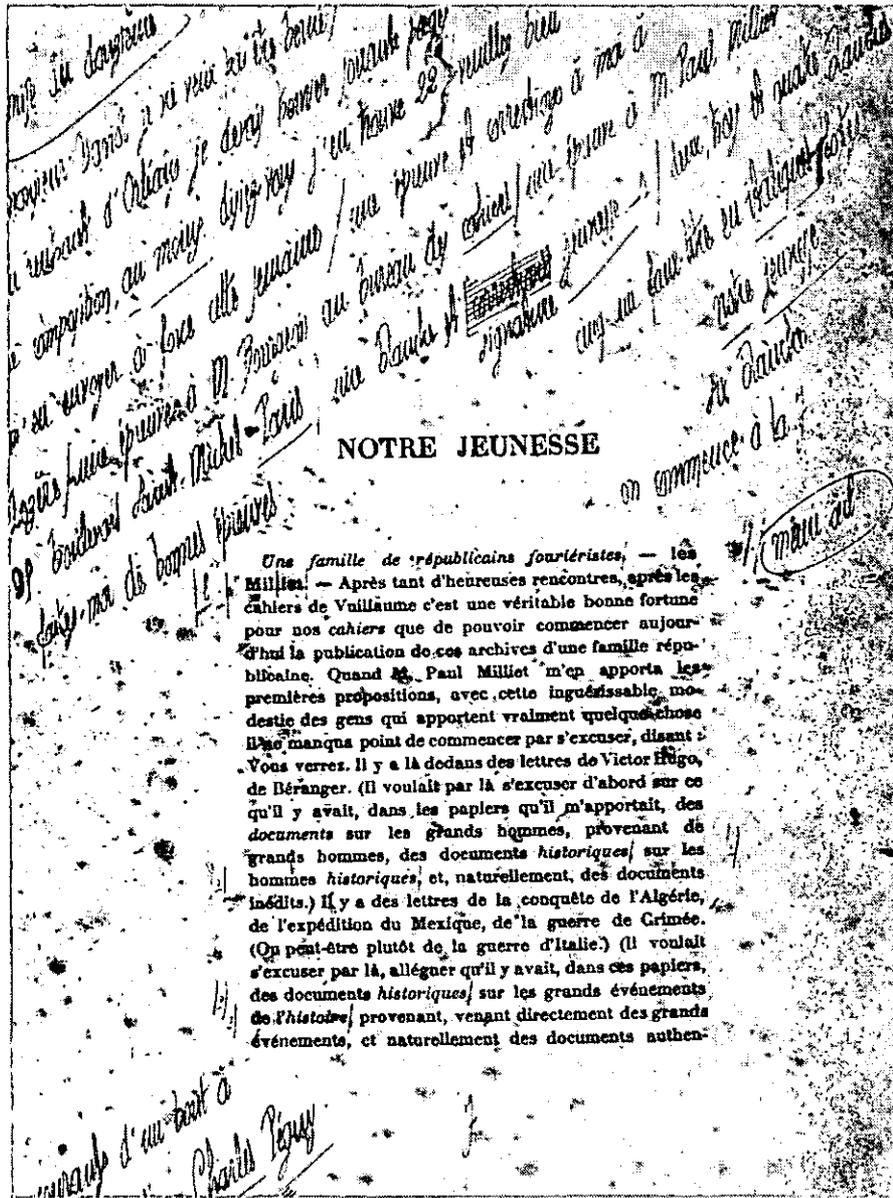
**A** l'occasion du cinquantième anniversaire du 5 septembre 1914 fut inauguré à Orléans, dans un vieil hôtel du XIV<sup>e</sup> siècle récemment restauré, un Centre d'Etudes consacré à Charles Péguy. On doit cette création à M. Roger Secrétain, maire d'Orléans et auteur lui-même d'un important ouvrage sur Péguy. La direction en a été confiée à M. Auguste Martin qui, depuis vingt ans, préside aux destinées de l'Amitié Charles Péguy qu'il a fondée. Ce Centre regroupera l'ensemble des manuscrits de Péguy et tous les documents concernant l'homme, son temps et son œuvre. C'est là que s'est tenu pendant trois jours un passionnant colloque. Des spécialistes s'y sont rencontrés, certains venus de très loin, tels les professeurs Kurata, de Tokyo, et Roy Nelson, de l'Université de Michigan. Nombreux étaient les Anglais (Taylor, de Bristol, Cahm, de Manchester...) les Belges, les Suisses, les Allemands ; l'Autriche et la Tchécoslovaquie étaient aussi représentées. Phénomène typiquement péguyste, cette assemblée réunissait côte à côte des catholiques traditionalistes de droite, des marxistes des deux écoles khrouchtvtienne et chinoise, des théologiens de stricte observance, un évêque, et nombre de chrétiens de gauche : c'est dire que les discussions furent vives mais d'une très haute tenue. Auprès d'universitaires chevronnés comme le recteur d'Orléans, Gérard Antoine, le professeur Flacelière, directeur de

l'Ecole Normale Supérieure et le doyen Guyon, organisateur du colloque, on avait plaisir à constater la présence de toute une jeunesse fervente, étudiants français, belges, suisses et même anglais, auteurs de mémoires et de thèses sur l'inépuisable et toujours mystérieux Péguy. Les résultats pratiques de ce colloque se feront sentir dans les années qui viennent : les travaux sur Péguy seront centralisés et « planifiés » à Orléans. Une édition critique des Œuvres complètes sera très prochainement entreprise. Des index seront publiés, index des mots, des thèmes, des noms propres, un lexique explicitant la portée exacte des termes imagés qu'emploie constamment Péguy, des travaux de linguistique, domaine où tout reste à inventorier : on s'aperçoit que Péguy est pour les chercheurs un auteur neuf. Historiens, philosophes, psychologues, critiques littéraires et linguistes ont encore tout à y découvrir et c'est tant mieux ! Une foule de documents inédits, correspondances, manuscrits, sont encore inexplorés et vont renouveler notre connaissance de l'homme et de ses chers Cahiers dont l'histoire reste à faire. Ainsi les études péguystes passent de la période des synthèses, probablement prématurées, à celle des travaux d'analyse : il faut tout reprendre à la base selon des méthodes rigoureuses et au rythme patient de la recherche universitaire : décidément Péguy n'échappera pas à la Sorbonne !

## Fidélités ou reniements ?

La première journée fut sûrement la plus riche et la plus excitante : un sujet choc ! Péguy fut-il ou non fidèle au socialisme de sa jeunesse ? On sait comment le débat a été récemment passionné par Henri Guillemin. Il revenait au doyen de la Faculté d'Aix, Bernard Guyon, historien de Péguy, de présenter la question et il le fit de façon magistrale, montrant que, selon le mot de Péguy lui-même, « la vie de l'honnête homme est une apostasie perpétuelle ». Ce bergsonien voulait rester fidèle à une réalité profonde mais fugitive, entrevue à vingt ans et que le jeu des événements n'a cessé de trahir sous ses yeux. Fidèle à cette mystique — celle de la Cité socialiste, celle du dreyfusisme, celle qui a présidé à la naissance du « Journal vrai », c'est-à-dire des Cahiers de la Quinzaine, il s'est vu contraint (par fidélité à l'essentiel) de se séparer de ses amis puis de se retourner contre eux et contre les compromissions qu'ils semblaient favoriser : de son point de vue un socialisme politisé était une trahison du socialisme et il fallait se battre contre lui de toutes ses forces.

L'idéalisme de Péguy est à coup sûr très difficile à cerner. Il implique toute une métaphysique, toute une théorie de la connaissance. C'est un réalisme mystique, parfaitement opposé aux doctrines et aux idéologies dont sortent si souvent les partis politiques et les secta-



Seul sur un océan  
De lassitude,  
Plongé dans un néant  
De solitude.

rismes. D'un côté l'impérieuse vocation de réaliser une justice, une fraternité, une liberté vivantes, concrètes, réelles : bref une authentique incarnation du spirituel. De l'autre un système abstrait qui emprisonne bien vite les esprits et s'efforce de passer par tous les moyens, fût-ce par la violence et le mensonge, dans la réalité politique et sociale. Il y a là deux types de révolutionnaires dont on peut penser qu'ils se complètent. L'un infiniment plus pur parce qu'il puise directement aux sources, infiniment plus efficace à longue

échéance parce que sa pensée et sa présence continuent à fermenter dans l'esprit d'un peuple et survivent à l'événement. L'autre, non moins passionné, mais plus politique et sans doute plus efficace dans l'immédiat. Mais cette efficacité porte atteinte à la pureté du message et que reste-t-il finalement de lui dans la mémoire des hommes ?

Le socialisme en 1905 s'est heurté à des obstacles qui devaient fatalement accuser la divergence entre un Péguy et un Jaurès. L'un rigide, austère (voyez son écriture),

« Notre jeunesse » fait partie avec « Le mystère de la Charité de Jeanne d'Arc », de la onzième série (1909-1910) des Cahiers de la Quinzaine dont Péguy disait qu'ils « se sont peu à peu formés comme un lien commun de tous ceux qui ne trichent pas ».

élevé dans l'« antique Orléans sévère et sérieuse », l'autre méridional bavard, négligé, chaleureux, toujours prêt à estomper les désaccords, à rapprocher les gens, à serrer les mains : il y avait une profonde incompatibilité d'humeur entre ces deux hommes. Après avoir adoré Jaurès, son prestigieux aîné, Péguy en a discerné, avec une exaspération croissante, les faiblesses. Les qualités même du tribun, son éloquence, sa bonté, sa gentillesse devenaient pour lui des vices. Péguy et Jaurès, c'est un peu la rencontre du dur et du mou !

Quand en 1905 le problème de la défense nationale s'est posé en termes urgents devant les menaces que faisait peser sur la France la politique de Guillaume II, on vit bien la réaction du réaliste mystique : Péguy le dreyfusiste, l'accusateur acharné de l'Etat-Major, s'est rendu compte que la défense de la France coïncidait avec celle de la liberté et que de la force militaire du pays dépendaient les espoirs du socialisme. Contrairement à Jaurès, il n'a jamais cru au pacifisme des socialistes allemands et désormais son militarisme l'éloignera définitivement des jaoussiens.

D'autre part, l'expérience de la vie, une réflexion approfondie sur les possibilités et les limites de la connaissance humaine, une charité douloureuse qui le rendait hypersensible aux maux dont souffrent les hommes, par exemple aux persécutions d'Arménie, aux abus du tsarisme, à la misère, à la maladie... tout cela finit par donner à Péguy une effrayante intuition des dimensions du Mal qui ronge l'humanité. Peu à peu cet apôtre, qui voulait comme sa Jeanne d'Arc « snuver les hommes », cesse de compter pour cela sur les forces humaines. Son espoir se transforme en espérance : il se tourne vers la Nuit plus importante que le jour, la Nuit heure de la Grâce, où l'âme rencontre dans l'ombre et le silence la présence d'un Dieu sauveur. Son socialisme s'est trouvé ainsi démantelé au moment même où Jaurès croyait pouvoir prédire que le socialisme s'imposerait de lui-même aux sociétés modernes. Il y a, là encore, deux visions du monde radicalement imperméables. Péguy, bien que bergsonien, n'a jamais pu croire à un progrès réel de l'humanité : il voyait d'un côté un temps « véreux », destructeur, sclérosant, mortifère, à quoi rien, absolument rien n'échappe, et de l'autre une mystérieuse et perpétuelle puissance de renouvellement (sève, race, sang ou grâce) qui remonte le temps et rajeunit sans cesse le monde. Mais une évolution ? Non pas ! Le temps renouvelle, c'est-à-dire qu'il recommence sur un mode neuf, jamais identique au précédent, mais il ne progresse pas. Péguy est trop pascalien pour croire à une montée de la création. L'idée que le progrès puisse avoir une dimension mysti-

que lui ferait horreur. Jaurès au contraire devait à Marx et à Hegel sa confiance dans l'histoire. Pour ce préteillardien le temps ne recommence pas : il avance. On sait à quel point la postérité de Pascal honnit le teilhardisme : toute proportion gardée, c'est à ce niveau que se situe l'horreur de Péguy pour Jaurès, un niveau, pour le dire en passant, que la critique purement « historique » d'un Guillemin ne risque guère de rencontrer.

Comme le remarquait fort bien le doyen Guyon, Péguy n'a jamais eu l'impression de s'être « converti ». Sa fidélité à soi-même l'a conduit à des contradictions qui sont non pas les siennes mais celles du monde extérieur — un monde imprégné de mal et rétif aux valeurs. Dans une interview de 1910, Péguy se comparait à un arbre dont les branches, toujours pareilles dans leur structure, se sont mises peu à peu à fleurir : son évolution est organique, la sève a passé, la vitalité spirituelle a monté mais, dans ses options fondamentales, l'homme n'a pas changé.

Au cours de cette première journée, il y eut plus de dix interventions. Parmi les plus intéressantes nous retiendrons celle d'Yves Vadé sur la fidélité de Péguy à son enfance. L'éducation austère qu'il a reçue de sa mère ne l'a pas révolté comme un Rimbaud. Il a aimé cet ordre qu'on lui inculquait et qu'il faisait passer jusque sur ses impeccables cahiers d'écolier. L'horreur qu'il éprouvera plus tard pour le monde moderne vient de cette nostalgie de l'innocence et de la plénitude d'autrefois : il y a du Rousseau chez Péguy ! Mais ce n'est pas un motif pour l'accuser de « passéisme », comme a eu tendance à le faire M. Barberis en concluant une analyse de la notion de peuple chez Péguy. Objectivement parlant, le peuple dont parle Péguy est assurément périmé : c'est un peuple d'artisans, de paysans enracinés, intégrés dans leur paroisse et nullement « aliénés » par l'exploitation capitaliste, presque un peuple médiéval. Mais subjectivement, il faut comprendre ce que Péguy entend par ce mot : non pas une structure sociale ou économique mais un certain esprit, un sens inné de la fraternité, un besoin profond de justice, une force

inépuisable d'espérance. C'est avec ce peuple tel que l'entend Péguy (qu'il se compose d'artisans ou de prolétaires) que l'on fait les révolutions. Inversement, un peuple de prolétaires peut fort bien s'embourgeoiser : la Chine s'opposant à la Russie illustre précisément à l'heure actuelle la pensée de Péguy. Ce serait ne rien comprendre à cet homme que d'en faire je ne sais quel nostalgique amateur de pittoresque, regrettant l'époque des sculpteurs de cathédrales et la poésie des rampailleuses de chaises. Ce qu'il attend d'un peuple, c'est qu'il garde une âme capable de renouveler les structures érodées ou sclérosées par le temps et qu'aucune théorie, aucune pratique du socialisme le plus scientifique, aucune technique révolutionnaire ne sauraient remplacer. C'est sur ce point fondamental que Péguy se sépare du marxisme : la révolution aura toujours besoin du jaillissement des sources vives, des forces naturelles et spirituelles qui travaillent spontanément les peuples. Sans leur concours, un socialiste n'est qu'un politicien ou un théoricien et le socialisme n'est qu'un assemblage de recettes. Ce que Péguy apporte au monde ce n'est pas un idéal petit-bourgeois largement dépassé, « socialisme de papa » tel qu'on le rencontrait souvent dans les cercles progressistes de la Belle Epoque : il détestait l'idéalisme et les idéalistes ; ce qu'il continue à nous apporter c'est le sens des vertus révolutionnaires, non la superstructure (temporaire, historique) mais l'essence de ce qui, de tout temps, a poussé les hommes à se renouveler, à se libérer et à transformer le monde, cette ferveur qui nous sauve de la termitière et de ce que Péguy a plus que quiconque détesté : l'embourgeoisement.

C'est ce qu'a montré M. Viard, spécialiste de l'histoire du socialisme, lorsqu'il est intervenu pour souligner le rôle que Péguy attribuait aux Universités populaires ; rôle essentiel car la socialisation des moyens de production n'était pour lui qu'un moyen, le but étant de libérer la culture et de libérer les hommes par la culture. De là viennent ses attaques contre l'Université — aussi dangereuse, à ses yeux que le capitalisme dans la mesure où, loin d'affranchir par

l'éducation, elle prend au piège d'un intellectualisme abstrait et irréaliste et favorise l'individualisme bourgeois. Péguy a rêvé d'une culture populaire « organique », en prise avec la vie réelle, capable d'élever ou plutôt de fonder la vie spirituelle : lui-même en avait fait l'expérience puisqu'il avait réussi, lui, fils de la rémpailleuse, à faire passer dans sa chair et dans son sang la leçon des Anciens, Homère et Sophocle, la leçon des classiques, et Joinville et Pascal et Corneille, et la leçon des Evangiles : il en vivait, il voulait que tout le monde parvînt à en vivre. La lutte contre la misère était, avant tout, une lutte contre l'ignorance, non pas pour permettre le règne des intellectuels et des savants, mais pour que s'incarnent chez tous les citoyens de la cité harmonieuse les valeurs qui ont fait leurs preuves dans le monde antique et le monde chrétien. Il n'y a là nul passéisme, simplement du réalisme et un grand amour, un grand respect des hommes.

### La religion de Péguy

La seconde journée était consacrée à la religion de Péguy. Le P. Duployé O.P., qui achève une thèse sur ce difficile sujet, a d'abord affirmé que Péguy était un « être religieux » et même, a-t-il dit, un des plus grands génies religieux d'Occident ; son imagination, sa sensibilité, son approche du réel lui paraissent d'essence religieuse : dès 1899 il interprète l'Affaire Dreyfus comme une tragédie antique ; en pleine période athée son socialisme est religieux comme le sera son attachement à la patrie et même son attachement aux Cahiers. Mais si l'on parle, non plus de religion au sens large, mais de christianisme, il faut avouer clairement que Péguy, de 1880 à 1916 environ, fut un athée qui a fait profession d'antichristianisme. Cette thèse a soulevé quelques protestations, en particulier du doyen Guyon pour qui Péguy fut, jusque dans son incroyance, profondément chrétien. Il est bien difficile de sonder les reins et les cœurs ! Mais dire du Péguy de 1900 qu'il était chrétien, c'est réduire le christianisme à la charité et au désir de sauver les hommes. A ce niveau seraient chrétiens tous

les êtres fraternels, capables de pitié et d'amour. Aussi le P. Duployé n'avait pas tort de taxer le doyen Guyon de « franciscanisme ». Le christianisme n'est pas essentiellement une certaine pente du cœur : c'est un système mental, un ensemble de croyances, et n'est plus chrétien qui les refuse. Péguy a publiquement « renoncé » la foi de son enfance. Sa défiance à l'égard de l'Eglise, son anticléricalisme profond, viscéral, ne se démentiront d'ailleurs jamais et l'on sait qu'il est mort à la veille d'être condamné par Rome. Mais l'homme qui en 1897 écrivait la **Jeanne d'Arc** n'était pas simple. Le fait qu'il ait renoncé à son projet primitif d'écrire une histoire de Jeanne pour écrire un drame montre à quel point sa conscience était écartelée. Jeanne incarne son angoisse, Hauviette sa nostalgie d'enfance, Gervaise sa secrète obédience chrétienne. Les dramaturges projettent dans leurs personnages leurs contradictions intimes et c'est pourquoi ils écrivent des drames. Ce n'est pas l'œuvre polémique de Péguy qu'il faut interroger pour connaître le tréfonds de son cœur, c'est l'œuvre insolite où il a fait dialoguer les divers « Péguy » qu'il portait en lui.

Ce que le R.P. Duployé retient surtout de l'expérience et du témoignage de Péguy c'est la découverte du rôle providentiel que jouent les chrétiens du seuil, voire les non-chrétiens dans l'approfondissement et le développement du christianisme lui-même. Le dévôt est celui qui croit qu'il n'a pas besoin du païen et que l'incroyant n'est qu'un homme à convertir. Mentalité de ghetto ! On commence à se rendre compte (et jusque dans le cercle du Concile), que les autres confessions, musulmans, bouddhistes... voire les hérétiques et les athées ont une fonction fécondante sur le christianisme. Ils l'éclairent à leur façon et en rendent plus intelligibles les richesses. Si Péguy est revenu à un christianisme de source, plus authentique que celui de bien des dévôts, c'est parce qu'il est parti du mystère juif et qu'il l'a profondément médité, parce qu'il a découvert le sacré à travers Hugo et la sève créatrice de la grâce à travers Bergson. Ainsi le christianisme se renouvelle sur ses pourtours : c'est entre

l'écorce et le bois qu'est le plus vif de l'arbre ; s'il tient debout par son centre, il se nourrit par sa circonférence. N'est-ce pas après tout au contact de l'étranger, du Grec Aristote, que s'est constitué le thomisme ? Et quelle lumière ne fut pas pour saint Jean la pensée néo-platonicienne !

Ces vues devaient être confirmées par une admirable communication de Simone Fraisse. Elle a montré ce que fut l'influence de la Grèce antique dans la religion de Péguy. C'est par Sophocle, c'est-à-dire par l'Œdipe aux yeux ensanglantés qu'incarnait Mounet-Sully, qu'il a découvert la signification spirituelle ou plutôt ontologique du malheur et la grandeur de l'homme frappé par le Destin. Le respect et, presque, la religion du Suppliant en Grèce le préparaient à comprendre la signification du Calvaire. En face des anciens dieux, heureux et immortels, le Dieu chrétien se revêtait de l'incomparable dignité du souffrant et du suppliant et sa misère même paraissait authentifier sa divinité. Le misérable témoigne pour une réalité qui est au-delà des apparences et qui relève du **mystère**. Ainsi le jeune socialiste, en méditant sur les effrayantes dimensions de la misère, en est venu à douter des forces humaines et s'est tourné vers cette Croix où la douleur se mue en victoire.

Il y a plus : si la Grèce a révélé à Péguy les profondeurs sacrées du malheur, il doit à Rome l'image de la cité céleste. Rome dessine « en creux » et préfigure la chrétienté comme son berceau annonce la coque du navire. Ce thème de la légation (le Christ héritier de la légion et de la voie romaine, de la langue et de l'Empire) qui circule à travers les strophes d'Eve vient tout droit de Bossuet que Péguy a fréquenté beaucoup plus qu'on ne pense.

Il est sûr en tout cas, comme le remarquait M. Flacelière, que Péguy a rendu service aux hellénistes, substituant au mythe de la Grèce rationaliste, laïque et socratique, une Grèce inquiète et fervente, sensible au mystère universel et au malheur du monde. Mais Socrate lui-même n'était-il pas à l'écoute de son démon ? Ainsi partout où il est passé, dans tous les domaines,

de la critique littéraire à la méditation sur Bergson, Péguy approfondit parce que son esprit instinctivement va vers la réalité concrète, et la réalité concrète, pour peu qu'on y réfléchisse, est toujours **métaphysique** : comme il l'a répété maintes fois, la métaphysique est la connaissance du concret et c'est même ce qui la distingue de toutes les autres connaissances.

Pour ne donner qu'un exemple sur lequel le R.P. Féret a beaucoup insisté, l'anticléricalisme de Péguy ne ressemble nullement à celui des radicaux ses contemporains. Il se rattache à un phénomène permanent que Péguy a mis en lumière et qui est la dégradation inéluctable des mystiques en politiques. Les « curés » sont le résultat fatal du « système » : il a fallu que pour s'incarner l'Eglise devienne elle-même un système : elle a subi la loi générale en laquelle Péguy découvre une sorte de péché originel ; les « curés » sont, qu'ils le veuillent ou non, des « intellectuels » et leur comportement est exactement celui du « Parti Intellectuel ». Ils prétendent exercer une autorité sur les esprits, ils conservent la loi, ils enseignent un code, ils régissent. Ainsi la critique des « curés » est-elle une pièce essentielle du péguysme, elle occupe sa place dans un ensemble où tout se tient mais qui, lui, n'a rien d'un système. On ne met pas le péguysme en articles. C'est une vision du monde à laquelle on participe ou que l'on rejette, ce n'est pas une doctrine que l'on discute... Les pages de *Clio I* où Péguy a dit son sentiment sur les clercs sont vraiment terribles. Elles ne sont pas assez connues. On y lit que les clercs ont tout simplement intellectualisé le divin et désacralisé l'Eglise, trahissant ainsi l'essentiel de leur vocation et c'est précisément la preuve objective de son origine divine que l'Eglise en s'incarnant ainsi n'ait pas tari toutes les sources et ne se soit pas réduite tout à fait à l'état de « système ». Le rêve permanent de Péguy fut de **décléricaliser** l'Eglise et d'en refaire ce qu'il appelle une chrétienté, c'est-à-dire un **peuple**. La religion n'est pas seulement une institution : c'est d'abord une **race**, une réalité vivante et concrète qui se transmet comme se transmet la vie : organiquement. Le modèle

qui n'a cessé d'inspirer Péguy est l'exemple juif : être chrétien comme les juifs sont juifs, par la transmission d'un sang non plus matériel, évidemment, mais spirituel. Lorsque les prêtres s'emparent d'une religion ils la réduisent fatalement à un credo, à des rites et à une hiérarchie : dans l'Ancien Testament ils n'ont cessé, selon l'expression du P. Féret, de « crucifier la parole de Dieu », que ce soient les Scribes, les Anciens ou les Princes des prêtres... En face des clercs, Péguy nous apparaît comme le type même du prophète, âme mystérieusement inspirée, pleine d'une vérité dont elle recoupe partout la trace mais qu'elle ne parvient pas à mettre en forme parce qu'elle en est comme **possédée**. Et c'est précisément ce type de pensée qui le rend à la fois si difficile à saisir, à **comprendre**, mais si fascinant et, pour ceux qui une fois ont prêté l'oreille à sa parole, incomparable.

### Le Péguysme et les péguysmes

La dernière journée du colloque devait s'efforcer de faire le bilan des études sur Péguy et de proposer des perspectives d'avenir. Programme trop ambitieux qui ne put être convenablement rempli. Il y avait trop à dire, trop de suggestions à discuter, trop de projets à mettre au point. Aussi fut-il décidé que tous les deux ans un colloque se tiendrait à Orléans, limité à un thème précis et, par exemple, en 1966 sur cette question presque entièrement inexplorée qu'est la langue (vocabulaire, syntaxe, effets de style) de ce génial poète de quarante ans qui fut un de nos plus solides prosateurs. Mais rien de vraiment sérieux ne pourra être fait tant que nous ne disposerons pas d'une édition complète procurée par des spécialistes. N'est-il point paradoxal qu'un des quatre grands du XX<sup>e</sup> siècle, avec Gide, Claudel et Valéry, ne soit pas encore correctement édité et que nombre de ses premières œuvres ne soient accessibles que par les introuvables **Cahiers de la Quinzaine** ? Aussi l'étude de Péguy, déjà très difficile en France, est-elle à peu près impossible à l'étranger.

Les difficultés matérielles ne découragent pourtant pas les jeunes vocations et les travaux en cours sont très nombreux. Contrairement à une opinion répandue, les péguystes ne forment pas une confrérie d'initiés : ils viennent d'horizons trop opposés pour être jamais une chapelle. Au cours du Colloque, un des fervents de la première heure, Paul Thisse, fit un exposé plein d'humour et parfois d'amer-tume sur les **péguysmes** qu'il a connus dans sa vie. Celui des maurrassiens dont l'animateur fut Massis, celui des personnalistes avec Mounier et Izard, celui des vichyssois qui annexèrent à leur cause le Péguy « scout » du P. Donceur, le Péguy de la Résistance que découvrit Béguin et que célébra un jour Aragon, et même le Péguy de la V<sup>e</sup> République dont le ministre Peyrefitte se fit à Orléans l'annonciateur. De telles annexions ne seraient évidemment pas possibles si la pensée de Péguy s'était formée en système et formulée en doctrine. Mais la grandeur et la servitude du génie est d'être pour tous une nourriture. Chacun a son Péguy ; mais si l'on va au fond des choses, on verra que tous ceux qui ont aimé cet homme — et même ceux qui l'ont le plus mal compris et peut-être même ceux qui l'ont involontairement trahi — témoignent pour un certain esprit qui transcende doctrines et politiques. Si l'on voulait définir cet esprit il faudrait employer des symboles — et c'est la marque d'une pensée concrète qu'elle ne puisse s'exprimer sans faire appel aux images. Péguy évoque pour nous des images de source ou plutôt de « ressourcement ». A son contact les idées deviennent des forces, la vie spirituelle s'anime, le bois mort reverdit, le printemps pénètre la rude écorce hivernale, bref la vie reprend, bousculant les habitudes, les idées toutes faites et les classements commodes. **Le péguysme** c'est avant tout une certaine inspiration, un souffle spirituel dont le monde actuel a grandement besoin s'il veut échapper à la « cendre intellectuelle » qui recouvre et noie toutes les valeurs, s'il veut revenir aux sources et retrouver la vitalité de la jeunesse, celle qui anime pour nous à jamais la petite fille Espérance.

# Les sondages, miroir ou mirage de la conscience politique ?

par Pierre AVRIL

Depuis qu'il a jeté aux orties la camisole de force marxiste, Pierre Fougeyrollas s'ébroue dans sa liberté retrouvée et poursuit avec allégresse la découverte d'un univers auquel l'abandon du matérialisme dialectique a restitué la fraîcheur de l'imprévu. Après le dogmatisme et la philosophie, qu'il mit naguère en question (1), le voici qui interroge la politique (2) et, par une sorte de défi, situe au cœur de sa démarche un concept provoquant à force d'idéalisme : celui d'une conscience qui, loin d'être le reflet de l'environnement socio-économique, « surdétermine » au contraire les différents conditionnements qui influencent l'individu. Selon lui, en effet, « les processus psycho-sociaux déterminant les comportements et les conduites politiques » (c'est-à-dire l'âge, le sexe, la classe sociale, etc.) « sont eux-mêmes surdéterminés par la représentation unitaire que l'individu s'en donne ». Cette sorte d'option fondamentale ne saurait être ramenée à l'un des éléments qu'elle intègre et Pierre Fougeyrollas insiste très fortement sur son caractère spécifiquement politique. L'autonomie de la politique, on le sait, est l'une des conclusions les plus originales des recherches contemporaines en matière de sciences sociales.

Ce concept de conscience politique va être utilisé par l'auteur dans une analyse de la France contemporaine, où seront tour à tour examinés les traits des différentes « consciences » (communiste, socialiste, radicale, démocrate chrétienne, modérée) et suggéré un schéma général d'interprétation. Pour Fougeyrollas, en effet, la conscience politique française est essentiellement divisée, elle revêt tantôt l'aspect « partisan » qui écarte et oppose, tantôt l'aspect « national » (pour employer sa terminologie) qui traduit une aspiration vers l'unité. L'analyse de psy-

chologie sociale recoupe, notons-le en passant, la représentation que Maurice Duverger vient de proposer de la politique qui, tel Janus, offre un double visage car elle est intégration et conflit tout à la fois. Mais le propre de la conscience politique française, selon Fougeyrollas, est de subir de manière aiguë cet antagonisme sans parvenir à une conciliation et de ne pouvoir faire coexister pacifiquement les deux aspects contradictoires de notre Psychée. Il s'ensuit une alternance de phases « partisans », pendant lesquelles les facteurs de différenciation se donnent libre cours, et d'appels au « héros historique », qui paraît seul capable de réunir les éléments épars de la collectivité nationale, alternance qu'évoque en effet le rythme cahotant de notre histoire.

## EQUIVOQUES DE LA CONSCIENCE NATIONALE ET DE LA CONSCIENCE PARTISANE

Procédant avec vigueur, Fougeyrollas utilise plus volontiers la hache d'abordage que le fleuret. L'art du bibelot lui est étranger et on serait tenté de le féliciter de s'attaquer à un aussi vaste sujet en se situant d'emblée à son niveau. Peut-être cependant, le goût des grandes masses et des antithèses bien tranchées l'amène-t-il parfois à négliger des détails significatifs et les zones intermédiaires. La volonté simplificatrice qui est à la base de son entreprise se heurte, en effet, au foisonnement et à la diversité caractéristiques de la politique française. Opposant par exemple, au sein de la « conscience partisane » des « consciences partisans dans le jeu de la démocratie parlementaire » et des consciences « extrémistes » de droite et de gauche, il est conduit, pour les besoins de la symétrie, à

imaginer une « extrême-gauche non communiste », protéiforme et déroutante. Celle-ci sert d'abord à justifier les réponses « aberrantes » (par rapport à la S.F.I.O.) fournies par les électeurs radicaux aux enquêtes de l'I.F.O.P. concernant l'Algérie puis le gaullisme : le facteur aberrant ne nous semble pas provenir de ce qu'un pourcentage (au demeurant modéré) d'électeurs radicaux ait été favorable à la négociation avec le F.L.N. ou hostile au coup de force du 13 Mai 1958, mais plutôt de ce que tant d'électeurs socialistes se fussent si bien résignés à la poursuite de la « pacification », ou à la volonté de la S.F.I.O. de se trouver, comme le proclama naguère une de ses affiches, « à l'avant-garde de la V<sup>e</sup> République ». L'examen des résultats du référendum de 1958 montre que les suffrages hostiles au gaullisme se recrutaient très largement dans les couches politiques républicaines les plus classiques, notamment dans les sept départements du Sud-Ouest couverts par « La Dépêche », ainsi que dans l'Eure ou le Vaucluse, qui donnèrent un chiffre de non supérieur aux suffrages communistes de 1956. Il ne s'agissait évidemment pas d'une contamination de l'extrême-gauche, qui était elle-même débordée par le gaullisme, mais d'un réflexe classique et, pour reprendre la terminologie de l'auteur, d'une manifestation de conscience aussi traditionnelle qu'éloignée des extrêmes.

Esquissant ensuite les contours de cette conscience soi-disant « extrémiste », Fougeyrollas cite, pêle-mêle, *L'Express*, *France-Observateur*, *Les Temps Modernes*, *Témoignage Chrétien*, *Esprit*, et *Les Cahiers de la République* : emporté

(1) *Le marxisme en question* — Le Seuil, 1959, et *La philosophie en question* — Denoël, 1960.

(2) *La conscience politique dans la France contemporaine* — Denoël, 1964.

par le dynamisme de sa méthode, notre auteur finit par classer à la manière de Louis-Gabriel Robinet. Identifiant conscience politique et représentations conventionnelles, il verse à un compte de régularisation les imperfections que celui-ci épongera : Dieu retrouvera les siens. On passe ainsi de l'électorat républicain classique au mendésisme puis du mendésisme à l'authentique extrême-gauche non communiste, c'est-à-dire à l'U.G.S. (aujourd'hui le P.S.U.), pour revenir aux « Clubs », cet inventaire hétéroclite se fondant sur des rencontres circonstancielles dont une analyse plus poussée aurait été souhaitable. Pierre Fougeyrollas convient d'ailleurs lui-même en terminant (p. 116), de l'hétérogénéité d'une catégorie dont les manifestations nous apparaissent comme le reflet des bouleversements provoqués par le gaullisme. Phénomène conjoncturel, cette extrême-gauche non-communiste est dépourvue de toute constance véritable.

Il eut été fort intéressant de faire à ce propos le partage entre les phénomènes d'inertie, survivances ou folklore politique, les manifestations conjoncturelles liées à la présence des socialistes au pouvoir en 1956-1958 ou à l'intervention du Général de Gaulle, et enfin les facteurs dynamiques dont le développement a pu être contrarié à diverses reprises mais dont l'influence s'exerce de façon latente.

Parallèlement à certains amalgames contestables qui traduisent peut-être l'agacement personnel de l'auteur, l'analyse des différentes consciences apporte des lumières fort instructives dont ceux qui écrivent sur la politique pourraient tirer profit. Si elles confirment souvent l'opinion commune, les données fournies par les sondages la rectifie parfois en faisant justice de clichés généralement reçus. C'est ainsi qu'il n'est pas sans intérêt de découvrir, après le dépouillement de 75 questions posées entre 1951 et 1961, que « le double schéma qui consiste à voir dans le M.R.P. plutôt un parti de gauche dans les questions économiques et sociales, et plutôt un parti de droite dans les autres questions, et qui consiste, en même temps, à situer les radicaux à la droite du M.R.P. en matière économique et sociale,

et à sa gauche pour le reste, ne semble pas correspondre à des ensembles de comportements clairement discernables chez les individus des deux électorats » (p. 86). Il manque toutefois à la stimulante et suggestive analyse de sondages que propose Pierre Fougeyrollas, le complément nécessaire des deux autres sources que l'auteur mentionne dans son introduction mais qu'il n'a guère utilisées : les données électorales d'une part, les éléments intellectuels fournis par les revues et ouvrages politiques d'autre part.

Plus fondamentale est la question posée par l'ambition de ce livre qui va sensiblement au-delà d'une analyse des comportements politiques qu'il s'efforce de regrouper dans une hypothèse générale. Une recherche de cette nature peut-elle se cantonner sur le seul terrain de la psychologie sociale et n'appelle-t-elle pas une panoplie d'instruments plus diversifiés ? Prenons, par exemple, l'hypothèse centrale de Fougeyrollas, c'est-à-dire la double conscience politique, partisane et nationale, dont la conciliation se révèle impossible : ce divorce est-il dû au penchant des Français à la radicalisation des conflits ? Au cours de la soutenance de la thèse dont cet ouvrage est tiré, Raymond Aron s'est déclaré au contraire frappé par l'opportunisme de ce peuple français que l'on décrit déchiré par la métaphysique et qui, finalement, s'adapte assez facilement aux circonstances. La conscience politique des Français a évolué avec les événements, qu'il s'agisse de l'Indochine ou de l'Algérie. Il faut alors rechercher les causes du divorce entre le « national » et le « partisan » dans d'autres directions comme Pierre Fougeyrollas le suggère d'ailleurs lui-même dans sa conclusion : « Faute d'avoir créé entre ces deux aspects des modalités de conciliations institutionnelles suffisantes et durables, la conscience politique française recourt à des modalités singulières et provisoires. »

Peut-être faut-il remonter assez loin dans le passé pour trouver l'origine de ce schisme, le courant républicain n'ayant pas réussi à opérer la soudure entre l'héritage monarchique du pouvoir et le nouvel ordre démocratique ; de là l'ab-

sence de mécanismes propres à recomposer une figure unique à partir du suffrage universel et cette nostalgie d'un pouvoir paternel. Du point de vue des institutions, ce phénomène apparaît dans l'espèce d'hiatus qui a presque constamment existé entre la désignation des représentants et le choix des gouvernants et qui aboutit à rompre le lien entre la responsabilité de l'exercice du pouvoir et les revendications des partis. On découvrirait de nombreux exemples de l'antagonisme décrit par Fougeyrollas au niveau de la classe politique elle-même. C'est dire que ces deux consciences ne définissent pas deux types politiques différents mais plutôt deux sincérités successives et à cet égard le choix des termes n'est pas très heureux : l'opposition du « national » et du « partisan » est un peu comme ces antithèses hugoliennes qui entraînent par leur résonance à des associations d'idées finalement équivoques. Le plus « national », est parfois le plus « partisan », l'extrême nationalisme conduisant au comble de l'esprit de parti qui est de préférer des étrangers à ses compatriotes, comme l'avoua ingénument, jadis, M. Thierry Maulnier : « Il nous paraît opportun de dire avec tranquillité, affirmait celui-ci, en 1938, que nous nous sentons plus proches et plus aisément com-

*Aussi ambigu que le dieu antique...  
...le sondage moderne.*

pris d'un national-socialiste allemand que d'un pacifiste français »

La conscience « nationale » de Fougeyrollas recouvre en réalité deux phénomènes distincts : le désir d'être gouverné, qui coexiste en tout citoyen avec le besoin d'être représenté et qui exprime une conscience **globale**, et l'aspiration à une sorte d'unanimité au-dessus des partis qui se manifeste comme une nostalgie de l'union nationale. Mais pour Fougeyrollas, la première revêt en France la forme de la seconde et il s'ensuit un va-et-vient entre les deux notions, propice, nous semble-t-il, à de réelles confusions. Quand, par exemple, les sondages révèlent une certaine convergence en faveur (ou contre) une orientation, l'auteur affirme l'existence d'un consensus, mais l'emploi de ce terme, notamment à propos de la sympathie manifestée par l'opinion à l'égard d'Antoine Pinay puis de Pierre Mendès-France en montre l'ambiguïté. Il ne s'agissait pas, en effet, d'une manifestation de conscience nationale unanimiste opposée à la conscience partisane, et encore moins d'un dépassement des antagonismes de droite et de gauche, car ces deux hommes d'Etat illustraient chacun pour sa part, deux attitudes très significatives de la droite et de la gauche, mais bien de la satisfaction qu'éprouvaient la plupart des gens, abstraction faite de leurs préférences particulières, à être enfin gouvernés. Il y avait **quelqu'un**, au lieu de l'anonymat vibronnant de la « maison sans fenêtres », et cela constituait en soi un motif d'approbation. On mesure à cet égard l'importance qu'il y a à distinguer les militants et les cadres politiques des simples électeurs, car leur comportement est tout à fait différent, l'électeur modéré pouvant fort bien approuver M. Mendès-France et son gouvernement que combattait le député indépendant pour lequel il continuerait cependant de voter. Ce phénomène n'est pas proprement français et il se manifeste habituellement au profit de tout gouvernement un peu dynamique, mais ce qui est spécifiquement français, nous l'avons dit, c'est la rupture quasi complète entre les choix manifestés à l'occasion des élections et la désignation des gouvernants de telle sorte que le besoin d'être gouverné, mal sa-

tisfait, se dégrade aisément en nostalgie d'une unanimité que la dispersion des partis rend plus désirable encore. Il existe une sorte de cercle vicieux psychologique à la base des deux consciences décrites par Fougeyrollas, car l'absence d'effet direct du vote en faveur de tel ou tel député sur l'orientation générale du gouvernement favorise à son tour un sentiment d'irresponsabilité et renforce finalement la division des partis et l'émiettement des tendances.

### LES SONDAGES, IMAGE PARTIELLE DE LA CONSCIENCE POLITIQUE

Il existe probablement un lien entre la méthode d'investigation retenue par Pierre Fougeyrollas et certaines des conclusions que nous avons analysées plus haut. Le choix des sondages comme matière première exclusive a, en effet, pesé sur la réflexion de l'auteur auquel les enquêtes d'opinion publique présentaient une image vraie mais terriblement partielle de la conscience dont il cherchait à définir les traits. Non que la technique du sondage ne soit un instrument utile et dans certaines conditions irremplaçable, mais il offre seulement un instantané dépourvu de relief et de mouvement. Une collection d'enquêtes mises bout à bout pourra donner l'illusion d'un mouvement chronologique, les phénomènes dynamiques plus profonds risqueront cependant de lui échapper, les mailles du filet étant trop lâches pour les saisir. Le recours à des analyses plus détaillées et à un traitement plus attentif des résidus (les minorités dissidentes) permet sans doute de surmonter en partie ces obstacles, mais il y a plus grave. **L'enquête d'opinion révèle une image spontanée qui est essentiellement passive** : elle traduit des préférences qui ne sont pas articulées et entre lesquelles aucun arbitrage n'est venu clarifier les choix ni introduire une hiérarchie. L'échantillonnage des opinions relatives à une série de problèmes d'actualité devrait ainsi être confronté avec les résultats des élections pour saisir le travail de mise en forme qui s'opère nécessairement pour passer des virtualités aux choix effectifs. La conscience

politique ne peut, en effet, s'analyser, abstraction faite des cadres qui se présentent à elle et des sollicitations dont elle est l'objet. Elle existe peut-être en soi idéalement, mais elle ne se manifeste effectivement qu'en réponse à des appels, car le rôle de l'homme politique n'est pas de promener un miroir sur une grande route pour recueillir les désirs, il est de proposer à ceux-ci une volonté cohérente, c'est-à-dire selon l'expression de François Bourricaud (3) de favoriser « le passage d'une pure expression sentimentale à une préférence efficace ». **En politique, la conscience ne peut s'étudier séparément de la volonté.**

Faisant état des aspirations spontanées du public, Théodore C. Sorensen écrit ainsi : « Aucun président ne pourrait se borner à répondre à ces pressions. Il a la responsabilité de conduire l'opinion publique autant que de la respecter, de la former, de l'informer, de la courtiser et de la vaincre. » T.-C. Sorensen, qui fut le conseiller du Président John F. Kennedy, constate que dans cette tâche, un président ne réussit que s'il possède « un extraordinaire instinct de l'opinion publique... Il ne se fie pas aux sondages qui, en dehors de l'appréciation des forces respectives des candidats, sont encore une mesure inexacte des vues des électeurs » (4). A la représentation statique de celles-ci, l'homme d'Etat oppose son propre dynamisme et propose son propre projet. Il introduit ainsi le mouvement et suscite de nouveaux conflits, la conscience politique se façonnant dans cet incessant dialogue. Cet aspect actif de la vie publique qui est stratégie, et non inventaire des préférences données, peut malaisément être saisi par l'instrument que Pierre Fougeyrollas avait choisi et qui l'a incité à réduire les conflits à des survivances ou à des mythes, agitant la surface d'une opinion avide d'unanimité dans ses profondeurs. Sans doute le spectacle de la France gaulliste a-t-il également exercé sa fascination sur l'observateur, en dépit de sa propre vivacité.

(3) *Esquisse d'une théorie de l'autorité*, Plon, 1961, page 273. Voir sur ce point le commentaire de Georges Burdeau (*Critique*, octobre 1962).

(4) *Decision making in the white House*, 1963, pages 48-50.

# Interrogations sur le socialisme

par André LEBRETON

**A**ceux qui pensent que le socialisme est le seul remède aux défauts du capitalisme comme à ceux qui croient à l'avenir d'un néo-capitalisme humanisé, un livre récent, brillant et discutabile d'André Gorz, vient offrir, à défaut de propositions originales et convaincantes, du moins une occasion de réflexion, ce qui n'est pas négligeable.

« Il ne suffit plus de raisonner en fonction de la nécessité du socialisme comme d'une chose allant de soi ; cette nécessité ne sera reconnue que si le mouvement socialiste précise ce que le socialisme peut apporter, à quels problèmes il est seul capable de répondre, et comment ? Plus que jamais il est nécessaire de définir tout à la fois une alternative globale positive et ces « objectifs intermédiaires » qui en préfigurent dès à présent le sens ».

Telle est, d'après l'introduction de « Stratégie ouvrière et néo-capitalisme » (1) l'ambition de M. André Gorz.

## LA CRITIQUE DU CAPITALISME N'EST PAS LE FAIT DES SEULS SOCIALISTES

André Gorz se propose tout d'abord de procéder à une démythification de notre société néo-capitaliste. La diffusion des biens de consommation, la montée des revenus nominaux, l'atténuation de l'isolement de la classe ouvrière, le plein emploi et le non renouvellement de graves dépressions cycliques peuvent justifier en apparence les commentaires de ceux qui saluent l'avènement d'une société industrielle ouverte, débarrassée de problèmes idéologiques et n'offrant à résoudre que des questions techniques.

Mais cette image idyllique d'une société apaisée, technicienne et empirique, diffusant la prospérité à travers toutes les classes au profit du consommateur-roi est certainement fautive et l'auteur montre bien que la recherche du profit maximum conduit le système capitaliste à satisfaire par priorité non les besoins les plus fondamentaux, mais ceux dont la demande est la **plus élastique**, donc générateurs d'un plus grand profit pour une même quantité de capital fixe. Or quel est le bien dont la demande est la plus élastique, sinon la demande de bonheur ? La machine économique se consacre donc, par priorité, à **fabriquer le bonheur**.

Le bonheur c'est d'abord celui du corps, donc celui que donne la jeunesse, la santé, le sport, le soleil. Et c'est pourquoi le client par excellence, dont l'image se répète à des millions d'exemplaires dans les supports publicitaires c'est la jeune femme aux formes harmonieuses et c'est le jeune homme au corps d'athlète bronzé

par le soleil. La maladie et la vieillesse disparaissent de la façade de la société comme si elles étaient des tares, le signe d'une a-sociabilité coupable. « Luxueuse arrogance d'un monde où la mort n'a plus sa place ; mais elle était tapie derrière cette façade, dans le secret grisâtre des cliniques, des hôpitaux, des chambres closes » écrit Simone de Beauvoir dans **Une mort très douce**.

Le bonheur c'est encore le contentement de soi-même, le sentiment de supériorité sur les autres : c'est pour quoi les objets des vitrines d'exposition capitalistes valent moins par leur valeur d'usage que par le signe d'une appartenance à l'élite. La publicité réussit quotidiennement ce miracle de transformer l'objet le plus banal en signe de prestige qui rejaillit sur son détenteur.

Ainsi l'économie marchande parvient à commercialiser le bien le plus précieux pour l'homme : l'estime de soi-même. La personnalité de l'homme disparaît dans les objets qui l'entourent : le manteau de vison, l'électroménager le plus perfectionné, la voiture à la mode, la maison dans le quartier résidentiel. Il n'est plus besoin d'être, il suffit de paraître, grâce aux choses.

Le bonheur c'est aussi l'altruisme, ce sentiment trouble de la bonne conscience du bienfaiteur : cela aussi, l'économie marchande le procure par la technique du malheur sélectionné sur lequel convergent de toute leur puissance, les usines d'information.

Le bonheur, c'est aussi l'amitié. Certes, le négoce ne saurait le vendre ; du moins peut-il procurer des substituts très acceptables. C'est le rôle des « Copains » et des clubs de vedettes, c'est la consolation sur mesure industrielle dispensée par le courrier du cœur...

Le bonheur, ce peut être le rêve et l'évasion. Si le réel est trop dur, si vous ne pouvez réaliser votre être dans les objets, c'est bien le diable si vous n'avez pas les moyens d'acheter un peu de rêve et de vous offrir un paradis imaginaire dans lequel la jolie secrétaire épouse le riche et séduisant patron, et où la Cadillac est marchandise aussi courante que le vélomoteur.

Pour répondre à ce besoin d'évasion, les usines spécialisées ont mis au point un article très soigné et d'ailleurs très demandé : un Olympe moderne, où s'ébattent princes, princesses et vedettes. Tels les Dieux antiques, ils ont la toute puissance, l'absence de pesanteur que procure l'argent, et en même temps, ils restent des humains, ne dédaignant pas de bricoler eux-mêmes leur voiture, comme un quelconque M. Dupont, ou d'arranger un intérieur et de langer un bébé comme n'importe quelle Mme Durand. Ils communiquent avec les mortels par l'interview, l'autographe, et parfois tout comme Zeus ou Athéna, se commettent à chercher compagne ou compagnon dans la foule des mortels. Dieux éternellement jeunes et beaux, à la fois lointains et proches, dont le culte se substitue à celui du Dieu caché du Chris-

(1) « Stratégie ouvrière et néo-capitalisme » par André Gorz (Editions du Seuil-1964).

tianisme et de son Fils dont la face éternellement pétrie par la souffrance et l'agonie s'obstine cependant à délivrer un incompréhensible message...

Ainsi jour et nuit, de Berlin à Casablanca, de Perros-Guirec aux Cyclades, de Tokyo à Rome en passant par New-York, les usines à bonheur sont en marche, proposant des marchandises standardisées, uniformisant la consommation.

Si l'analyse de l'orientation de la production capitaliste qui nous est dispensée est pertinente, on ne saurait dire qu'elle est nouvelle, ni spécifique de la pensée socialiste. On sait que les critiques les plus lucides contre la société de la pseudo-abondance ont été formulées par l'économiste américain Galbraith. Récemment, M. Joseph Folliet, au Congrès des « Informations Catholiques Internationales » dénonçait dans le capitalisme une machine à fabriquer des pauvres, tant dans les économies développées que dans les pays en voie de développement. Et par contraste les manques de la société capitaliste apparaissent dans le texte suivant : « La grande Société permettra à chaque enfant d'acquérir le savoir qui enrichira son esprit ; elle sera celle où le loisir sera une occasion de réfléchir et de se construire et non de sombrer dans l'ennui ou de se perdre dans l'agitation, où la Cité de l'homme comblera non seulement les besoins du corps et les exigences du négoce, mais la soif de beauté et le désir d'une vie plus communautaire, où les hommes se préoccupent davantage de la qualité de leurs objectifs sociaux que de la quantité de leurs biens matériels. » De qui sont ces paroles qui font écho aux développements de M. Gorz ? du président des U.S.A. Lyndon B. Johnson. Hypocrisie, bonnes intentions gratuites ? peut-être. Mais sûrement lucide prise de conscience des dangers que présente pour l'homme l'orientation spontanée de la production capitaliste. Mais si cette analyse a déjà droit de cité chez les plus lucides des économistes américains et européens, les partis politiques ouvriers ne l'admettent qu'avec beaucoup de réticences et préfèrent s'en tenir aux schémas de la paupérisation absolue de la classe ouvrière. Et c'est manifestement aux dirigeants du P.C.F. que s'adressent les propos de l'auteur.

Ce n'est donc pas l'absence d'originalité de l'analyse des nouvelles aliénations secrétées par le capitalisme moderne, mais le fait qu'elle recueille l'adhésion de beaucoup de non-marxistes qui nous paraît important. Cette circonstance conduit logiquement à se demander si le socialisme constitue bien une réponse adéquate aux défauts du capitalisme. Telle est, en effet, la seconde démarche de la pensée de l'auteur annoncée par la phrase de son introduction que nous avons citée.

## LE SOCIALISME, LIBERATEUR DES ALIÉNATIONS ?

Mais à cette question qu'il a lui-même posée, l'auteur répond avec la foi du croyant et non par une argumentation de nature à emporter l'adhésion. Au lieu de montrer comment le socialisme pourrait apporter une solution appropriée aux désordres du capitalisme, Gorz se borne à affirmer, et non à démontrer,

que le socialisme est capable de supprimer les aliénations de la société actuelle.

Et d'abord : qu'est-ce que le socialisme appliqué à des pays industriellement développés ? La réponse est peu explicite et il faut la chercher tout au long de l'ouvrage. D'une part, l'incarnation du socialisme en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est est rejetée en tant que modèle socialiste, car les pays intéressés ont cru devoir, selon l'auteur, sacrifier la consommation à l'accumulation de capital en raison de la situation internationale. Par ce procédé commode, André Gorz élimine les échecs du socialisme concrètement vécu au bénéfice des promesses radieuses d'un socialisme idéal. Ce dernier est d'ailleurs difficilement définissable. J'ai cru comprendre que dans la pensée de l'auteur, le modèle socialiste implique la propriété collective de la totalité des moyens de production ainsi qu'une planification impérative et globale, tout en répudiant la « bureaucratie » au profit du contrôle ouvrier au niveau de l'entreprise.

Indépendamment des contradictions internes entre l'autonomie ouvrière dans l'entreprise et la planification globale, Gorz élude aussi certaines questions que le développement des sociétés socialistes et même la simple réflexion, obligent à poser. En admettant que la planification totale soit le moyen adéquat et légitime d'orienter une production peu diversifiée vers la satisfaction des besoins fondamentaux, on peut cependant se demander si cette forme d'organisation économique ne perd pas ses vertus lorsque la capacité de production s'est développée et lorsque la hiérarchisation « a priori » des besoins devient plus arbitraire à moins d'être dictée par un ordre moral prolongé d'un bras séculier. Dans la nouvelle situation engendrée par un commencement d'abondance, la planification totale apporte à la liberté de choix des consommateurs des limitations importantes, économiquement et politiquement peu justifiées. Les décisions d'investissements deviennent de plus en plus malaisées à élaborer et les risques de gaspillage et doubles emplois aussi vraisemblables qu'en économie libérale. La supériorité de l'orientation des investissements de l'économie socialiste tend à se limiter au domaine des intentions...

En d'autres termes, lorsque la production de biens de consommation devient aussi importante et aussi diversifiée que celle des sociétés occidentales, le socialiste doit se demander si légitimement l'orientation d'une partie de la production des biens de consommation ne doit pas être confiée au marché, à la fois par respect pour la liberté du consommateur et par rationalité économique comme procédé de répartitions de ressources rares.

L'évolution constatée en U.R.S.S. est à cet égard particulièrement significative ; les entreprises soviétiques commencent à connaître le problème des invendus, le public ayant boudé des articles ne correspondant pas à ses aspirations (ce qui vient de se produire pour le textile). Les entreprises soviétiques connaissent un début de « privatisation » dans la mesure où elles sont amenées à se soumettre aux choix des consommateurs, à s'inquiéter de la « vérité » des prix comme en pays capitaliste, à admettre dans une certaine mesure la recherche du profit. M. « K » affirmait devant le Soviet

suprême de l'U.R.S.S., le 13 juillet, que, si le facteur moral dans l'émulation du travail est important, « il doit être renforcé par l'intéressement matériel ». L'éviction de M. « K » modifiera-t-elle l'orientation donnée par lui à l'économie soviétique ? Cela semble difficile apparemment.

Il ne s'agit évidemment pas de reprocher à l'auteur une certaine conception du socialisme que l'on aurait toutefois aimée plus précise. Mais l'on peut regretter que dans un ouvrage traitant de l'aptitude du socialisme à répondre aux exigences d'une société industrielle développée, il n'ait pas évoqué — ne serait-ce que pour la réfuter — l'idée qu'il était nécessaire de combiner la planification avec l'existence d'un secteur laissé au marché et à la libre entreprise, quitte à ce que les places respectives de ce secteur « libre » et du secteur socialisé soient définies avec soin. Au moment où les Soviétiques sont sur le point de découvrir le rôle utile, encore que subsidiaire, du marché, dès lors que le P.C.F. ni aucun autre parti communiste de l'Europe occidentale, du moins à ma connaissance, n'a donné du socialisme à implanter dans nos pays une définition aussi absolue que celle que propose l'auteur, ces vues prennent un relief maximaliste et ultra-gauchiste dont l'exactitude est loin d'être démontrée !

L'auteur omet également de répondre clairement à une autre interrogation qui paraissait pourtant formulée dans l'introduction : **Est-il certain que l'appropriation collective des moyens de production et la planification impérative et totale amèneront nécessairement la suppression des nouvelles aliénations nées de la « réification » de l'homme dépossédé de sa propre personnalité au profit des biens matériels qui l'environnent ? Sans doute André Gorz a-t-il vu ce problème lorsqu'il écrit : « Politiquement, le socialisme ne peut être que le pouvoir de classe des travailleurs ; économiquement, il ne peut être que la propriété collective des moyens de production, c'est-à-dire la fin de l'exploitation. Mais il n'est pas que cela, il est aussi un nouveau type de relations des hommes entre eux... (sinon il perd son sens). »**

Sans doute peut-on également relever dans l'ouvrage une longue citation du socialiste italien Vittorio Foa qui n'esquive pas le problème et dont Gorz paraît s'approprier les conclusions : « D'autres pensent que l'oppression découle exclusivement de l'appropriation privée des moyens de production et qu'une fois réalisée l'expropriation publique du capital, la liberté ouvrière sera automatiquement assurée. Cela ne nous semble pas exact, le pouvoir socialiste peut exproprier le capitaliste privé et créer de la sorte les prémices de la liberté ouvrière ; mais si l'organisation de la production dans l'entreprise et dans l'ensemble de l'économie restent bureaucratiques par un schéma rigide de décisions centralisées, les travailleurs subiront la production sociale comme un processus étranger et se trouveront dans une subordination à certains égards semblable à celle des pays capitalistes. »

Ainsi la question est bien posée. Mais nous ne trouvons aucune réponse explicite. Je crois que l'auteur nous livre sa pensée profonde dans un passage déjà cité : « Le socialisme c'est la propriété collective des moyens de production c'est-à-dire la fin de l'exploitation ». « C'est-à-dire » signifie « qui implique nécessai-

rement, par elle-même ». De telle sorte qu'après avoir paru poser le problème, ou plus exactement le faire poser par Vittorio Foa, Gorz l'escamote car il laisse entendre qu'au fond il ne pense pas que mérite, en fait, d'être discutée la question de savoir si l'appropriation collective des moyens de production pourrait laisser subsister au détriment des travailleurs, « une subordination à certains égards semblable à celle des pays capitalistes. » Ainsi, malgré l'apparente remise en question de la nécessité du socialisme en tant que moyen de construction d'une société plus humaine, l'ouvrage réaffirme la foi d'un croyant qui se situe au-delà de tout essai de justification rationnelle.

Il n'est donc que trop évident que le développement de l'ouvrage ne tient pas les promesses de l'introduction ; à lire cette dernière, nous espérons trouver une réponse à cette question fondamentale que l'évolution actuelle du monde conduit à poser : **le socialisme ne serait-il, en définitive, qu'une technique de développement économique qui perd son souffle et sa signification dès que ce développement est chose acquise ? Suffit-il de dénoncer les tares de la société capitaliste pour justifier par là-même le bien-fondé d'une alternative socialiste ?**

Entendons-nous bien. Si l'on appelle « socialisme » toute action politique imposée par le souci de modeler une société moins injuste et plus humaine, d'imposer une certaine rationalité dans le choix des investissements, alors évidemment la nécessité de ce socialisme ne saurait être mise en question. Mais le concept de socialisme auquel se réfère l'auteur est bien éloigné de ce socialisme « vulgaire », de ce socialisme humaniste : le socialisme de Gorz est un socialisme à prétention scientifique et de stricte inspiration marxiste.

L'auteur adhère à cette construction idéologique globale selon laquelle la classe ouvrière assume **exclusivement** le rôle historique de faire passer la société du capitalisme au socialisme et au fond, il a bien moins cherché à préciser « ce que le socialisme peut apporter et comment », qu'à exhorter les dirigeants de la classe ouvrière à rajeunir leur stratégie en vue de permettre l'accomplissement de la tâche historique qui leur est dévolue. Dans la mesure où ces exhortations constituent des remontrances adressées aux dirigeants communistes et cégétistes, l'ouvrage prend en quelque sorte l'allure d'une querelle de famille.

#### COMPLEXITE DU MONDE MODERNE ET STRATEGIE OUVRIERE DOGMATIQUE

La stratégie ainsi recommandée repose sur deux principes :

— Primauté donnée à l'action syndicale sur l'action strictement politique ;

— Revendications tendant à obtenir des « réformes non réformistes », entendez par cette expression des réformes tendant à donner progressivement le pouvoir à la classe ouvrière sans laisser celle-ci se compromettre par l'intégration au système capitaliste.

L'auteur est donc conduit à se battre sur deux fronts : d'une part, contre la ligne de conduite des dirigeants communistes et cégétistes, de l'autre contre les réformistes.

Aux premiers, Gorz reproche de penser que la chute

du capitalisme proviendra fatalement de l'exaspération de ses contradictions internes et de l'aggravation des conditions de vie des classes laborieuses : cet attentisme révolutionnaire conduit à tout espérer de la prise de pouvoir par la classe ouvrière, l'action quotidienne se réduisant à l'entretien du mécontentement des masses. Cette tactique mène à une impasse, car d'une certaine manière le capitalisme s'est révélé capable de surmonter ses propres contradictions. La stratégie ouvrière — entendez celle du P.C.F. et de la C.G.T. — est ainsi acculée à la défensive, car elle doit s'attacher à démontrer que les profondes transformations du régime capitaliste (atténuation de l'opposition entre l'anarchie du marché et la direction planifiée de l'économie, extension de la consommation de masse) ne changent pas fondamentalement la condition ouvrière, ce qui est en contradiction avec l'expérience vécue des intéressés.

Vis-à-vis des réformistes, l'auteur condamne les réformes qui acceptent de se placer dans le cadre de la rationalité économique du régime capitaliste qui est radicalement différente de la rationalité socialiste, puisque dans le schéma marxiste l'investissement capitaliste — au nom duquel on tente de limiter les revendications ouvrières — se réalise sous le signe du gaspillage, de l'anarchie et de la mauvaise orientation.

La stratégie ouvrière doit donc évoluer entre « l'attentisme révolutionnaire » et le « réformisme capitaliste » en proposant des réformes « révolutionnaires, non réformistes ». Comment définir ces réformes « non réformistes » ? Ecarter tout ce qui implique une collaboration de classes, relier la revendication salariale à une conquête des pouvoirs ouvriers au niveau de l'entreprise, pouvoirs ouvriers exprimant une conception économique d'ensemble et traduisant une « option locale sur une réponse globale au modèle de développement capitaliste ».

Nous voudrions formuler trois remarques sur cette stratégie :

a) En premier lieu, il s'agit d'une conception relevant de la stricte idéologie de lutte de classes : définir la meilleure stratégie possible pour que la classe ouvrière puisse assumer le rôle déterminant que lui assigne le sens de l'histoire. Ni la nécessité, ni les moyens de rassembler politiquement plusieurs groupes sociaux ne sont évoqués dans l'ouvrage, silence d'autant plus remarquable que la classe ouvrière — dont la cohésion sociale est affaiblie — est numériquement minoritaire en France ;

b) En second lieu, la définition du « bon » réformisme tel qu'il est préconisé dans l'ouvrage pourrait être, en apparence, revendiquée par les partisans du socialisme démocratique encore que la notion « d'option locale (au niveau de l'entreprise) sur une réponse globale au modèle de développement capitaliste » soit vraiment très obscure ; il s'agit bien, en effet, de dépasser l'attentisme révolutionnaire périmé par l'évolution de la société, et d'éviter en même temps de laisser les mouvements syndicaux se compromettre par des tâches gestionnaires, le but suprême étant, au-delà des revendications salariales, d'investir les centres de décisions économiques.

Mais l'accord que l'on serait tenté de reconnaître n'existe pas en réalité, et je n'en veux pour preuve que deux exemples :

D'une part, l'exécution dédaigneuse de la proposition de « réforme de l'entreprise » de M. Bloch-Lainé à laquelle l'auteur consacre ce bref renvoi (117) « Les tentatives pour intégrer complètement le syndicalisme jusqu'au niveau des entreprises et pour le faire participer et collaborer en position subalterne à la gestion capitaliste ne sont pas abandonnées pour autant ».

D'autre part, la politique des revenus est stigmatisée comme le type même de la réforme de type « gestionnaire » et de nature à précipiter l'intégration et la subordination du mouvement ouvrier. Bien plus, cette politique n'obéirait même pas aux normes de la rationalité capitaliste puisque la seule mesure objective des salaires est constituée par le marché du travail. Toute régulation artificielle des salaires s'opposant aux déplacements de main-d'œuvre et décourageant le progrès technique.

Il serait trop long de contester en détail la double condamnation portée par Gorz à l'encontre de la politique des revenus. Bornons-nous à remarquer que cette condamnation est trop sommaire et repose implicitement sur la notion de l'Etat instrument de domination de la classe bourgeoise. Cette vision purement idéologique correspond-elle bien à la réalité concrète de l'Etat moderne ?

c) C'est précisément sur la signification du terme « socialisme » que nous voudrions revenir et conclure. Il n'y a pas concrètement aujourd'hui de capitalisme pur, du moins en Europe occidentale, mais combinaison d'économie libérale et d'interventions étatiques. Dès lors, le socialisme ne s'oppose plus radicalement au capitalisme mais prend l'aspect de modalités complémentaires et correctives de l'économie de marché. De telle sorte que, par la force des choses, le socialisme dans les pays occidentaux, prend un sens et un aspect nouveaux ; il exprime la conviction de ceux qui acceptent un régime économique hybride, s'efforcent d'augmenter le poids de l'intervention de la puissance publique, d'imposer une certaine discipline au marché en assortissant cette intervention et cette discipline de modalités démocratiques. A la limite, la planification souple et démocratique, la programmation européenne épuiserait le contenu de ce nouveau socialisme qui ne croit plus au rôle moteur de la seule classe ouvrière qui lui serait assigné par un sens de l'histoire devenu aujourd'hui trop complexe pour être facilement déchiffrable.

On peut légitimement se demander si les conseils de stratégie ouvrière prodigués dans le livre sont bien adaptés à notre société moderne.

Sans éluder l'analyse de l'évolution qui a engendré la notion d'un socialisme empirique et diffus, l'auteur prétend affirmer la supériorité manifeste d'un socialisme à la fois dogmatique absolu et vague. Sa « démonstration » est d'autant plus aisée et d'autant moins convaincante qu'il se réfère à un modèle abstrait, épuré à la fois des vices du capitalisme occidental et des défauts des socialismes incarnés dans les pays de l'Est.

Le travail d'André Gorz fournit des motifs supplémentaires de perplexité à ceux qui se demandent si le socialisme est, comme les marxistes l'assurent, une nécessité inéluctable de l'évolution économique et sociale, tel n'était sans doute pas exactement le but recherché par l'auteur.

# DE LA POLITIQUE PURE *par Bertrand de Jouvenel*

UN tel titre, et un tel auteur ne peuvent manquer d'exercer leur fascination sur le public de plus en plus nombreux des amateurs de sciences sociales. Bertrand de Jouvenel est un des écrivains politiques les plus pénétrants de notre temps et lorsque « Du Pouvoir » parut en 1945, beaucoup reconnurent en lui le continuateur de la grande tradition de Montesquieu et de Tocqueville. C'était l'époque d'une littérature dite engagée qui cherchait des modes d'expression nouveaux plus encore qu'un renouvellement de la pensée, et qui, par mépris du formalisme bourgeois, refusait d'écrire lisiblement. Il est certain que « Du Pouvoir » passa alors pour le produit d'une culture périmée. La pensée y était aussi libérale que le style y avait de rigueur. Ce classicisme fut suspect à une génération qui craignait de manquer le tournant intellectuel balisé par les écoles existentialistes et dont le signe distinctif était une certaine intolérance idéologique et une grande tolérance de style. Or si vingt ans après il demeure beaucoup des acquisitions de la dialectique sartrienne, l'analyse du « Pouvoir », qui ne doit rien à ce procédé, et à ses apports sociologiques est restée remarquablement moderne dans la forme et dans le fond.

Et pourtant quelque chose s'est passé, pendant ces vingt ans, qui, semble-t-il, a consommé la défaite des grands humanistes politiques, puisque B. de Jouvenel a de lui-même rendu les armes à la dialectique hégélienne et que nous ne retrouvons plus dans « La politique pure » (1) l'éclat du « Pouvoir ». Il ne suffit pas de regretter cette évolution, il faut aussi essayer de la comprendre.

Au cours des dernières années, Bertrand de Jouvenel a été semble-t-il très marqué par les nouvelles écoles de sociologie politique américaines où a émigré le scientisme européen. C'est aux Etats-Unis, à Cambridge, Yale, Berkeley, qu'il a élaboré sous forme de cours, la théorie de la politique pure. L'intention était louable. Puisqu'on met en théorie les comportements individuels ou collectifs, et qu'on étudie en termes généraux les réactions des joueurs, des acheteurs, des électeurs, etc., pourquoi la science politique continuerait-elle à être simple énumération ou classement de faits concrets, ou prescription de ce qui devrait être pour rendre le monde meilleur ? En fait cette prétendue science n'en est pas une, ne serait-ce que parce qu'on n'a pas trouvé le vocabulaire de base, les termes fondamentaux correspondant à des concepts politiques abstraits, indépendants des situations historiques. Bref, l'algèbre politique reste à formuler.

Il était normal que cette ambition vint à des hommes qui du fond de leurs universités, aidés de machines à calculer, ont mis au point une logique révolutionnaire applicable, et déjà appliquée aux relations internationales en tant qu'elles sont dominées par l'arme atomique. Dès lors que l'équilibre du monde repose effectivement sur un exercice d'école — la croyance de A dans la menace de B et inversement — il était tentant d'appliquer la même méthode à la politique et de chercher le trait fondamental qui rende compte de tout mobile social, par exemple : comment

A peut-il faire accomplir à B l'action H ? C'est précisément le problème que pose, en trois cents pages, Bertrand de Jouvenel.

A vrai dire, la recherche n'est pas si originale et tous les philosophes l'ont tentée. Mais c'est peut-être dans le domaine où son application est la plus systématique, et souvent la plus cynique, qu'elle a été le moins poussée en théorie : la politique est hypocrite, elle mélange toujours les moyens et les buts, le fait et la morale. Elle répugne à publier ses recettes, à se lier par le déterminisme. De plus, l'histoire a si longtemps tenu lieu de science des événements que la science politique nouvelle née, est en quelque sorte une intruse, si bien que depuis « L'esprit des Lois » jusqu'au « Pouvoir » inclus, les rapports entre Gouvernements et gouvernés n'ont été défini, même dans leurs termes les plus généraux, que par référence à l'histoire.

Il est symptomatique que Bertrand de Jouvenel ait écrit en 1945 dans son « Pouvoir » ces lignes qui condamnaient par avance la tentative de la « Politique pure » :

**« On ne doit pas attendre que nous imitions la rigueur de ces grandes disciplines auxquelles la science politique restera toujours incomparablement inférieure... La méthode géométrique serait ici un artifice et une duperie. Nous ne pouvons rien affirmer du Pouvoir ou de la Société sans que se présentent à notre esprit des cas historiques précis. »**

« La politique pure » se ressent-elle de cette malédiction ? Sans doute, car le livre retient difficilement l'attention, et dégage une impression de byzantinisme qui émane d'ailleurs de tout le nouveau courant de littérature sociologique élaborée dans les séminaires universitaires américains, et même européens.

On ne peut s'empêcher d'évoquer le formalisme de la première Sorbonne, et le monde des universaux. Mais peut-être faut-il remonter plus loin, jusqu'à Platon, et l'on aurait garde de parler de légèreté de cet effort pour repenser des notions figées depuis deux mille ans. Il est permis de se demander toutefois si la dialectique pure, avec sa sécheresse et ses références à une algèbre de la pensée qui rebutent un vaste public, est tellement mieux adaptée au problème politique que la recherche humaniste qui permet d'élargir la discussion bien au-delà des cénacles spécialisés. B. de Jouvenel a perçu la difficulté, puisqu'il a réintroduit dans les parties étouffantes de son livre la dimension historique, avec un admirable dialogue imaginaire de Socrate et d'Alcibiade, et des références au plus grand de tous les écrivains politiques, Shakespeare. Pourquoi ne pas dire, malgré tout, que la « Politique Pure » nous laisse insatisfaits ? Un tel livre, s'il ouvre sans doute à la science une voie de recherche féconde, engage certainement la littérature politique dans une impasse. Il reste que nous pouvons relire « Du Pouvoir » (2).

François FONTAINE.

(1) Calmann-Lévy, éditeur. (2) Le cheval ailé, (Genève).



# Mystique et Politique

par Etienne BORNE

CINQUANTIEME anniversaire de la mort de Charles Péguy. Pieuses commémorations. Cérémonies à Villeroy. Colloque à Orléans. Numéro spécial d' « Esprit ». Jamais on n'a parlé de l'homme et de l'œuvre avec autant de justesse et de justice, et pourtant la figure de Péguy demeure mystérieuse jusqu'à l'incompréhensible, si comprendre signifie prendre avec soi et pour soi, classer selon les concepts établis, cerner une différence spécifique qui ne fasse pas éclater tous les genres communs. Et pourtant si singulier qu'il soit, si impossible à utiliser dans une apologeticque ou à enrôler dans une propagande, Péguy n'en est pas moins tout mêlé, et pour gêner, contrarier, provoquer, à nos irreligions comme à nos religions, à nos dégagements comme à nos engagements. Et, par exemple, qui fait de la politique ou qui s'essaie à la philosophie de la politique, il fera bien de ne pas rencontrer Péguy ou de ne le point reconnaître, s'il préfère avoir la paix et ne point alourdir et troubler par quelque anxiété incommode ses certitudes familières.

La célèbre distinction de la mystique et de la politique, elle est bien faite pour répandre la panique parmi les adresses et les maladresses conjointes de nos jeux de quilles séculiers, temporels, historiques. Car enfin, à prendre Péguy dans la pleine intelligence de l'intransigeance prophétique qui lui est propre, il n'est pas de politique qui ne soit la dégradation d'une mystique, ainsi la politique cléricale et l'ordre moral selon le maréchal de Mac-Mahon ou le maréchal Pétain par rapport à la mystique chrétienne, ou la politique combiste et le sectarisme laïciste en regard de la mystique dreyfusiste ou de la mystique républicaine, ou encore la politique de réglementation bureaucratique du marxisme comparée à la mystique socialiste. Si bien qu'il n'est pas de mystique qui n'ait pas son premier et principal ennemi dans la politique qu'elle a pour son malheur enfantée.

Je plaindrais le politique de droite, de gauche, ou du centre qui ne serait pas d'abord révolté par cette sorte d'orgueil prophétique qui fait la leçon à tous et n'admet d'être jugé par personne. D'autant plus que la thèse est vulnérable, elle s'avance courageusement le flanc découvert et la loi même de la chevalerie et du duel, comme aurait dit Péguy lui-même, est de répondre virilement à l'agressivité par l'agressivité et non par quelque fuite précautionneuse et papalarde. Car enfin, si Péguy a raison, toute politique quelle qu'elle soit se trouve ainsi condamnée et déshonorée par confrontation avec la mystique dont elle est à la fois l'exploitation et la corruption. Il importerait donc de réfuter Péguy pour justifier la valeur de la politique en tant que telle, et ici Péguy se retourne aisément contre Péguy, puisque d'une part il prouve trop, car sa thèse implique une philosophie tragique et

pessimiste de l'histoire, capable de faire perdre cœur aux plus vaillants et qui logerait en toute action le triste ferment de la prédestination au pire ; et d'autre part il se contredit car Péguy pour qui « le spirituel est lui-même charnel » est le poète et le philosophe de l'incarnation et il devrait logiquement congédier une mystique qui refuserait de ternir sa pureté abstraite en refusant de se réaliser efficacement dans une politique.

Le contexte d'ailleurs n'est pas incapable d'apaiser la polémique : Péguy fut touché au cœur par l'usage assez basement politicien que les dreyfusards au pouvoir firent de leur victoire, et de cette décomposition d'une mystique il a fait, et peut-être « par un besoin sourd d'être plus malheureux », la vérité universelle d'une fatalité de déchéance. Explication honorable pour tous, et d'abord pour Péguy et pour chacun de nous par-dessus le marché. On a eu chaud, mais enfin on respire. Et l'opposition de la mystique et de la politique, tombée dans le domaine public, ne servira plus désormais qu'à convaincre d'indignité spirituelle la politique des autres, toujours inégale à sa propre mystique.

Mais ce serait se tirer d'affaire à trop bon compte et Péguy ne lâche point si aisément sa proie.

La politique qu'il abomine est la politique des partis, des comités, des congrès, la politique parlementaire, la politique qu'il disait « orléaniste » et qui rend irrémédiablement hostiles les mystiques, irréconciliables dans leurs dégradations, convergentes dans la pureté de leur inspiration. Ce procès d'une certaine idée de la démocratie, il est traditionnel en France depuis Napoléon jusqu'à Charles de Gaulle, et, qu'on l'en blâme ou qu'on l'en loue, Péguy s'inscrit dans le fil de cette tradition. S'il avait la fibre républicaine et s'il haïssait le deux décembre et Napoléon III, c'est aussi parce qu'il les considérait comme de méchantes caricatures de Napoléon I<sup>er</sup> et du 18 brumaire, revanche de la révolution sur les réactions thermidorienues et la corruption parlementaire du « Directoire ». Quelqu'un disait qu'en France il faut être orléaniste ou bonapartiste, et Péguy n'y eût point contredit, lui qui a fait l'éloge de l'Empire et qui eût sans doute cherché dans une certaine sorte de bonapartisme républicain la jonction politique de toutes les mystiques. Mais on ne se sera pas débarrassé de Péguy parce qu'on croira l'avoir situé. Le problème qu'il a soulevé est rebelle à toute solution apaisante. Pas de politique qui ne se nourrisse d'une mystique, qui ne la dégrade dans l'ambiguïté d'un combat douteux, revenant à sa source, s'éloignant de sa source. Etre fidèle, trahir. Non pas l'un ou l'autre, mais l'un et l'autre, et il n'y a d'autre parti à prendre que ce qu'il faudrait appeler avec Péguy, contre Péguy, l'héroïsme du compromis.